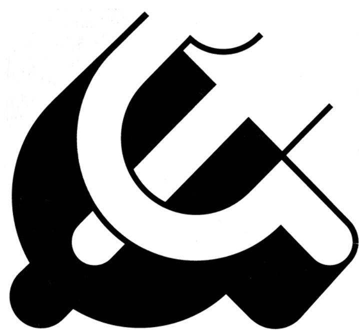


# REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [ collectif révolution permanente ]

# À bas l'état d'urgence !

## Droit de manifester !
## Arrêt des bombardements !
## Libre entrée des réfugiés !




Paris, 29 novembre : la police piétine le mémorial aux victimes du 13 novembre / photo Johannes Ochsebierg



n° 14 novembre - décembre 2015 1 euro

# Un tournant politique

## La population paie le prix des guerres de la bourgeoisie française

Le 13 novembre, trois commandos surarmés de Français et de Belges, au compte de l'État islamique-Daech (la plupart d'anciens délinquants devenus des fanatiques), ont attaqué une salle de concert (où ils ont d'abord tiré à l'arme automatique sur les spectateurs au rez-de-chaussée, en tuant d'emblée et en achevant plusieurs dizaines, avant de prendre une vingtaine d'otages à l'étage), des terrasses de cafés et de restaurants (causant plusieurs dizaines d'autres victimes) et un stade de football (attentat qui a échoué). Les terroristes ont tué au total 130 personnes et en ont blessé 352, toutes désarmées, majoritairement des étudiants et des jeunes travailleurs, dont plusieurs dizaines d'étrangers (3 Chiliens, 4 Roumains, 3 Marocains…). De quoi étaient-ils coupables ? D'après les commanditaires des tueurs, d'aimer se distraire et de l'avoir fait dans une ville, supposée chrétienne, d'Europe.

> *Dans une attaque bénie dont Allah a facilité les causes, un groupe de croyants des soldats du califat a pris pour cible la capitale des abominations et de la perversion, celle qui porte la bannière de la croix en Europe, à Paris.* (EI-Daech, *Communiqué*, 15 novembre 2015)


RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente

Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762




Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP

Pour contact ou abonnement : écrire à ReSo
AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, italien, russe, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Site de RP / Pérou : luchamarxista.blogspot.fr

Le dessin du crieur est de Honoré assassiné le 7 janvier 2015 par des islamistes


L'état d'urgence proclamé immédiatement le soir des attentats marque un tournant dans la situation politique française. On se souvient de Bush s'exclamant *« nous tenons une opportunité »* au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. S'en était suivi alors un ensemble de mesures liberticides (Patriot Act, Guantanamo…) et les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak.

De même, le déchainement des commandos islamo-fascistes dans les rues de Paris donne à toute la représentation politique de la bourgeoisie française une occasion inespérée pour renforcer l'appareil d'État et restreindre les libertés démocratiques arrachées en 1944-45 par la poussée révolutionnaire et l'armement des travailleurs. Utilisant l'émotion et la condamnation par toute la population, la bourgeoisie française resserre les rangs pour mettre en place une machine redoutable. Aussitôt après les attentats, le président et le gouvernement appellent à l'union nationale pour imposer l'état d'urgence, modifier le budget, fermer les frontières aux réfugiés et redoubler l'expédition néocoloniale au Proche-Orient.

## Qu'est-ce que l'état d'urgence ?

L'état d'urgence est un régime d'exception, dernier stade avant l'état de siège. Il n'a été employé en France, le plus souvent avec la complicité du PCF et du PS, qu'en des circonstances bien précises : face à l'insurrection algérienne en 1955 ; le 17 mai 1958 pour déboucher sur l'attribution des pleins pouvoirs à De Gaulle ; d'avril 1961 à mai 1963 pour couvrir les exactions et la répression pendant la guerre d'Algérie ; en 1984 pour mater dans le sang les mouvements indépendantistes de Nouvelle-Calédonie et en novembre 2005 dans certains départements face à la révolte des jeunes des banlieues. A cette occasion, toutes les organisations ouvrières (à l'exception de l'ex-LCR) avaient approuvé la répression policière du gouvernement Chirac-Sarkozy.

> *Faire cesser les violences, qui pèsent sur des populations qui aspirent légitimement au calme, est évidemment nécessaire. Dans ce contexte, l'action des forces de l'ordre, qui doit s'inscrire dans un cadre strictement légal et ne pas conduire à des surenchères, ne saurait être la seule réponse.* (Alternatifs, CGT, FA, FSU, LO, MJS, PCF, Solidaires, UNEF, UNL, UNSA, etc., *Communiqué commun*, 21 novembre 2005)

Sous le régime d'état d'urgence, gouvernement et préfets peuvent instaurer le couvre-feu, interdire de séjour « *toute personne cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics* », assigner à résidence toute personne « *dont l'activité s'avère*

*dangereuse pour la sécurité et l'ordre public »,* ordonner la fermeture de lieux de réunion, interdire les réunions *« de nature à provoquer ou à entretenir le désordre »,* ordonner des perquisitions de jour et de nuit sans le contrôle d'un juge… Le refus de se soumettre est passible d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux mois et d'une amende de 3 750 euros.

## L'union nationale est en marche

Le gouvernement PS-PRG reprend, en s'en vantant, les programmes de LR et du FN. Le Pen (FN), conviée par Hollande à l'Élysée le 15 novembre, approuve les mesures liberticides : « *nous avons indiqué que nous étions attachés à cette union nationale* » et que « *les Français attendaient des décisions fermes* » comme Sarkozy (LR) : « *Je soutiens la décision prise ce soir de décréter l'état d'urgence et la fermeture des frontières* ».

Les partis ouvriers bourgeois ne disent pas autre chose que la réaction. Pour le PS, Cambadélis approuve l'union sacrée avec la bourgeoisie, l'état d'urgence et la fermeture des frontières : *« Nous avons remercié le président de la République d'avoir reçu l'ensemble des formations politiques… Les Français sont touchés par ce qui vient d'intervenir et ils veulent des mesures fortes ».* Pour le PdG, Mélenchon déclare le lendemain qu'il faut « *répondre à l'appel des autorités sans barguigner* ». Pour le PCF, Laurent estime le 16 novembre que « *la déclaration d'état d'urgence était parfaitement justifiée ».*

Devant les parlementaires réunis le 16 novembre, Hollande annonce un projet de loi pour prolonger l'état d'urgence de 3 mois, la création de 5 000 postes supplémentaires dans la police et la gendarmerie, de 3 500 autres dans la justice et les douanes, le gel de toutes les suppressions de postes prévues dans l'armée : « *le pacte de sécurité l'emporte sur le pacte de stabilité ».* Tous les députés et sénateurs, dont ceux du PS, du PdG et du PCF, se lèvent, applaudissent Hollande et entonnent *La Marseillaise*.

Évidemment, l'enseignement et la santé publics, les fonctionnaires civils paieront pour ces largesses aux forces de répression. Il déclare aussi son intention de modifier la Constitution pour « *pouvoir disposer d'un outil approprié pour fonder la prise de mesures exceptionnelles, pour une certaine durée, sans passer par l'état de siège »,* autrement dit inclure les principales dispositions de l'état d'urgence dans la constitution, ce qui permettrait ainsi de gouverner sous une forme d'état d'urgence permanent ! Ce qui devrait dresser les cheveux sur la tête de n'importe quel démocrate ne suscite qu'approbation. Tous les députés votent le 19 la prolongation pour trois mois de ce régime, moins 6 contre (0 PCF, 3 PS – ils furent rapidement convoqués par Cambadélis pour un avertissement – et 3 EELV). Les sénateurs votent à l'unanimité la prolongation (12 hypocrites s'abstenant).

Les directions syndicales participent au chœur de l'union nationale. Le 14 novembre, pas un mot dans le communiqué de l'intersyndicale pour condamner l'état d'urgence. Dans la foulée, la CGT de l'AP-HP suspend l'appel à la grève contre le plan Hirsch, tout comme la CGT d'Air France l'appel à manifester contre les sanctions et le plan de licenciement. La bureaucratie de FO indique simplement qu'elle « *restera vigilante sur le respect des libertés* »… la bureaucratie de la CGT ne demande pas la levée de l'état d'urgence.

> *La CGT oeuvre pour préserver les droits et la citoyenneté de tous. C'est en ce sens, qu'elle a sollicité une rencontre avec le Gouvernement, sur le contenu des futures modifications constitutionnelles envisagées et pour les mesures à prendre allant dans le sens des attentes des salariés, dans le cadre de l'état d'urgence.* (CGT, *Communiqué*, 18 novembre)

## L'état d'urgence n'est pas là pour assurer la protection de la population

Comme ce journal l'avait annoncé après les assassinats de dessinateurs et de Juifs sans défense par des délinquants fanatisés se réclamant d'Al-Qaida et de Daech [*Révolution communiste* n° 9], la limitation des libertés, les lois d'espionnage de la population (comme la loi Cazeneuve de 2015), le gonflement des effectifs de la police et des services secrets (DGSI, DGSE) n'ont pas empêché de nouveaux attentats barbares.

À cause des attentats djihadistes (c'est un de leurs buts) et de l'état d'urgence, tous les Arabes et tous les musulmans se sentent suspects. Plus de 2 500 perquisitions – parfois accompagnées de violences policières –, plus de 350 assignations à résidence et plus de 250 gardes à vue ont à ce jour été ordonnées. « *Elles se poursuivront sans trêve ni pause aussi longtemps que la menace terroriste existera »,* déclare le ministre de l'Intérieur Cazeneuve.

Tout l'habillage de l'état d'urgence est là : il s'agirait d'un mal nécessaire pour protéger la population du terrorisme. En quoi la sécurité de la population est-elle mise en cause par des militants écologistes ou anarchistes, également perquisitionnés, gardés à vue ou assignés à résidence, qui souhaitaient manifester à l'occasion de la COP 21, ou bien contre le projet d'aé-

**AIR FRANCE : MOBILISATION ANNULÉE**

En raison des attentats du 13 novembre, l'intersyndicale des salariés d'Air France a reporté la mobilisation qui était prévue aujourd'hui.
La CGT fait observer que d'autres formes d'actions peuvent être envisagées. *L'Humanité*, 19 novembre 2015

roport de Notre Dame des Landes ? En quoi la sécurité de la population était-elle menacée par la manifestation, pourtant interdite, à laquelle ont participé les militants du Groupe marxiste internationaliste en défense des réfugiés et migrants à Paris le dimanche 22 novembre ?



## Fermeture des frontières et multiplication des bombardements de la Syrie et de l'Irak

L'état d'urgence au plan intérieur trouve son prolongement à l'extérieur. Le gouvernement ferme les frontières. Les premières victimes du tournant sécuritaire et liberticide sont donc les réfugiés qui fuient justement les fascistes de Daech, mais aussi les tortures du régime syrien (qui soudain devient fréquentable aux yeux des impérialismes occidentaux) et les bombardements des armées de la France, de la Russie et des États-Unis (les plus grands terroristes de la planète).

Mercredi 25 novembre, 515 députés votent pour la poursuite des frappes aériennes en Syrie, seuls 4 votent contre. Les 10 députés du Front de gauche (PCF-PdG) s'abstiennent, en regrettant que ces interventions militaires ne soient pas sous l'égide de l'ONU et que la dictature du Baas syrien ne soit pas soutenue par la bourgeoisie française, comme au bon temps du général De Gaulle : *« une guerre se gagne avec des forces terrestres, notamment celles de Bachar El-Assad »* (Jean-Jacques Candelier, député PCF, à l'Assemblée nationale le 25 novembre).

> *Le contrôle des frontières extérieures de l'Union européenne est essentiel pour le futur de l'UE. Si nous ne le faisons pas, alors les peuples vont dire : « Ça suffit l'Europe ! » L'Europe doit trouver des solutions pour que les migrants soient pris en charge dans les pays voisins de la Syrie. Sinon, l'Europe met en question sa capacité de contrôler efficacement ses frontières.* (Manuel Valls, *AFP,* 25 novembre 2015)

Hollande décide de multiplier les bombardements et d'envoyer le porte-avions. Vu les moyens réduits de l'impérialisme français et l'engagement important de l'armée française en Afrique, il multiplie les voyages pour obtenir la collaboration de la Russie (oubliée, l'Ukraine !) et l'aide de ses alliés… Les bombardements de plus d'un an n'ont pas renversé Daech. Plus d'un État « allié de la France » a toléré, financé, entraîné et armé l'islamisme durant les décennies précédentes : États-Unis, Qatar, Arabie saoudite, Turquie… et ils le font encore pour Al-Qaida en Syrie (Front Al-Nosra).

La bourgeoisie française elle-même n'a-t-elle pas aidé plus d'une fois l'islamisme ? C'est par avion spécial affrété par Giscard que le très réactionnaire imam Khomeiny quitte sa résidence de Neauphle-le-Château pour rejoindre l'Iran en 1979 et y organiser les milices islamo-fascistes qui écraseront la révolution, emprisonneront et tortureront, exécuteront par milliers les militants ouvriers, réprimeront les femmes, les minorités, les homosexuels, liquideront les libertés démocratiques. L'État français a, depuis 2003, accordé une place de choix à l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), une émanation des Frères musulmans. Sarkozy a ouvert une base militaire en 2009 aux Émirats arabes unis, une monarchie islamiste qui fait régner la charia. Il a ouvert la Libye aux cliques islamistes. Tant Sarkozy que Hollande ont vendu des armes aux monarchies du Golfe, qui sont despotiques et islamistes.

## Front unique contre l'état d'urgence

La classe ouvrière et la jeunesse ont été abasourdies par la violence des attentats du 13 novembre. Elles sont privées de repères politiques et de points d'appui par la collaboration du PS, du PCF, du PdG, des directions syndicales à l'union nationale autour du programme de LR et du FN, qui aboutit à la restriction des libertés démocratiques, au renforcement de l'appareil de répression, à l'intensification des opérations de guerre , à la fermeture des frontières aux réfugiés.

Pendant ce temps, la bourgeoisie française n'a pas oublié, elle, où étaient ses intérêts. Elle prépare dès janvier des modifications du Code du travail diminuant la protection des salariés concernant le temps de travail, les repos et les congés. Macron, quant à lui, peaufine une nouvelle loi en faveur des capitalistes. Pendant ce temps, 4 salariés d'Air France, parmi ceux qui avaient osé protester contre le DRH venu leur annoncer 2 980 suppressions de postes supplémentaires sont licenciés pour faute lourde, c'est-à-dire sans aucune indemnité, et sont poursuivis au pénal tandis qu'un délégué du personnel fait l'objet d'une procédure similaire. Pendant ce temps, le chômage connaît une progression de plus de 40 000 personnes en octobre. Pendant ce temps, les enseignants sont contraints d'assister aux formations obligatoires pour mettre en place la « réforme » des collèges dont ils ne veulent pas.

Les bureaucraties syndicales et les partis réformistes trahissent une fois de plus. Cela prouve que les travailleurs doivent s'organiser au sein des syndicats et pour construire un parti ouvrier révolutionnaire.

Libre entrée des réfugiés ! À bas les interventions françaises en Syrie, en Irak, au Tchad, au Mali, en Centrafrique… ! Fermeture de toutes les bases militaires à l'étranger ! À bas l'état d'urgence ! A bas l'union nationale ! Place aux revendications !

29 novembre 2015

# Aucune sanction, aucune poursuite, aucun licenciement économique ! Grève générale d'Air France !

Depuis 2012, le « dialogue social » a abouti à 9 000 suppressions de postes et à la dégradation des conditions de travail à Air France (plan Transform). Mais le 5 octobre, la protestation des salariés d'Air France perturbe le « dialogue social » du Comité central d'entreprise convoqué pour examiner le nouveau projet de suppression de postes de la direction du groupe (plan Perfom). Tous les chiens de garde du capital, à la tête des partis bourgeois et au gouvernement, aboient en chœur : « chienlit » ! « voyous » ! Aucun ne mentionne l'hôtesse et le pilote blessés par la police ce jour-là.

Le 9 octobre, les responsables de deux syndicats catégoriels de pilotes (SNPL, SPAF) négocient séparément avec le PDG du groupe AF-KLM, le PDG d'Air France et le DRH. Le « dialogue social » a pour base les sacrifices de tous les salariés et leur division, soigneusement entretenue par les patrons, entre « navigants » et « au sol », entre ceux d'Air France et ceux de KLM. Les travailleuses et travailleurs d'Air France et de KLM ont besoin d'un seul syndicat qui revendique au lieu de négocier les attaques et de collaborer avec le capital, comme les exploités de toute la France ont besoin d'une seule centrale de lutte de classe qui rompe avec le gouvernement.

Le 12 octobre, la police bourgeoise, agissant sur ordre du gouvernement Hollande-Valls-Macron arrête cinq salariés d'Air France à 6 h du matin ; au total, onze sont convoqués, comme des délinquants, par la justice bourgeoise le 2 décembre. En même temps, la direction d'Air France a mis à pied sans salaire les cinq et annoncé des sanctions contre vingt autres salariés.

Le 13 octobre, les policiers qui manifestent contre le gouvernement obtiennent immédiatement satisfaction. Tel est le capitalisme, tel est l'État bourgeois : baisse de salaire ou augmentation du temps de travail pour les salariés, mais primes multiples et carrières accélérées pour l'armée et la police ; licenciements de travailleurs, mais création de postes de flics, de juges et de matons. Pour supprimer la précarité et l'exploitation, il faudra exproprier les capitalistes d'Air-France – KLM et de tous les groupes multinationaux, il faudra un gouvernement des travailleurs, les États-Unis socialistes d'Europe.

Les représentants de la CGT et FO, qui avaient initialement regretté « les violences », protestent contre les arrestations et réclament la levée des sanctions. La CGT et Solidaires annoncent qu'ils boycottent la conférence sociale du 19 octobre, où tous les bureaucrates syndicaux présents ont discuté avec Hollande, à huis clos, hors micro, de la prochaine attaque contre le Code du travail.

Le 22 octobre, malgré la répression policière, judiciaire et patronale, malgré le maintien du plan de restructuration, les chefs des multiples syndicats d'Air France, CGT et SUD compris, renouent le « dialogue social » avec les patrons lors d'un comité central d'entreprise qui se tient cordialement dans un hôtel particulier du 16e arrondissement. Les mêmes bureaucrates syndicaux, pour préserver les chemises et couvrir leur trahison, appellent à une diversion, avec le soutien du PCF, du PdG, du PS, du NPA et de LO, en appelant les travailleurs à une « journée d'action » et un rassemblement, loin de là, dans le 7e arrondissement. Tous les syndicats, y compris SUD et la CGT, ont été candidats à la cogestion de l'entreprise en présentant des listes en 2014 au conseil d'administration. Actuellement, 6 « représentants du personnel » siègent à l'organisme capitaliste qui dirige Air France (CFDT, CFE-CGC, CGT, FO, SPAF, SNPNC-UNSA).

De quoi discutent, poliment, à l'écart de la base, les chefs syndicaux le 22 octobre ? Du plan patronal : 1 000 suppressions de postes au minimum, davantage si les travailleurs n'acceptent pas de travailler plus, de voir leurs salaires bloqués et d'être divisés en trois sortes de contrats de travail différents. Au lieu d'appeler à la grève générale d'Air France et à la solidarité de tous les salariés des aéroports et de toutes les compagnies d'aviation, à commencer par KLM, les responsables syndicaux appellent à de simples débrayages et à une nouvelle journée d'action le 19 novembre. Ils expliquent aux salariés que cela suffira pour que le gouvernement change les dirigeants d'Air France-KLM ! Les travailleurs d'Air France ne peuvent en aucun cas se fier au gouvernement Hollande-Valls-Macron qui a fait arrêter certains d'entre eux. Les actions symboliques et la pression illusoire sur le gouvernement sont des diversions qui complètent le « dialogue social ». Pour empêcher les sanctions et tout licenciement, il faut rompre avec les capitalistes d'Air France et le gouvernement au service des patrons, les affronter, les vaincre.

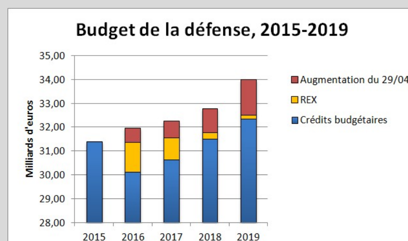
Front unique de toutes les organisations ouvrières de tout le pays et de toutes les compagnies d'aviation de tous les pays pour le retrait de toute sanction disciplinaire ou judiciaire !

Aucune négociation avec les patrons d'Air France, les nantis et les gavés qui licencient et répriment ! Boycott du conseil d'administration d'Air France !

Pas un seul licenciement, pas une heure de travail de plus ! Assemblée générale sur chaque site, élection d'un comité, centralisation de tous les comités élus ! Grève générale de tous les travailleurs d'Air France-KLM jusqu'à la levée de toute sanction et au retrait des plans patronaux (Transform et Perform) ! Autodéfense des grévistes avec tous les autres travailleurs contre la répression policière !

28 octobre 2015

# Élections régionales : contre l'état d'urgence et l'union nationale, vote pour les listes LO




En 2010, les listes de type Front populaire alliant les partis ouvriers traditionnel (PS, PCF) avec divers partis bourgeois avaient emporté 22 régions sur les 25. Suite à la réforme territoriale votée le 20 novembre 2014, les 22 régions de métropole sont passées à 13.

La politique de soutien sans faille au capitalisme poursuivie depuis 2012 par Hollande et ses gouvernements a écœuré les travailleurs et les jeunes qui s'apprêtaient à s'abstenir en masse, comme aux européennes et aux municipales précédentes. Les partis LR et UDI, qui présentent des listes communes dans toutes les régions, se frottaient déjà les mains tandis que le FN se voyait promis par les sondages une ou deux régions.

Surviennent les attentats et tous les partis parlementaires, tous les syndicats approuvent l'état d'urgence. C'est désormais la surenchère à qui voudra le plus de flics, le plus de militaires, le plus de surveillance, le plus d'ordre et de silence dans les rangs de la classe ouvrière et de la jeunesse. L'état d'urgence, c'est cela et rien d'autre ; les précautions de langage cosmétiques de ceux qui, tout en l'approuvant, font mine de s'inquiéter pour les libertés publiques n'y changent rien. L'union nationale, c'est la collaboration de classe. La CGT n'a-t-elle pas reporté toute action, dans les hôpitaux ou à Air France, alors que les patrons d'Air France, eux, ne se privent pas de licencier des travailleurs ?

Dans cette situation, le FN est le gagnant assuré, ayant pour lui l'ancienneté et la constance dans la désignation des étrangers comme boucs émissaires, ses appels au quadrillage policier des banlieues, sa glorification des expéditions coloniales, etc. Si l'abstention diminue, ce sera au profit d'une manière ou d'une autre de la réaction.

Tous unis pour soutenir le cours réactionnaire du gouvernement Hollande-Valls-Cazeneuve-Le Drian, le PS, le PCF et le PdG se présentent à ces élections régionales ensemble ou séparément, mais tous prennent soin de maintenir un attelage avec divers partis ou débris bourgeois (PRG, EELV, MRC, etc.) : comme ils signeraient, une nouvelle fois, par avance, l'engagement de bonne conduite vis-à-vis de la bourgeoisie.

Les seules organisations ouvrières de taille significative à avoir pris position contre l'état d'urgence et l'union nationale sont le NPA et LO. Le NPA n'a pas pu présenter de liste. Dans les conditions présentes, les communistes internationalistes, sans partager l'orientation de LO, appellent les travailleurs et les jeunes qui peuvent voter et qui désirent le faire au seul vote de classe possible : contre l'état d'urgence, contre l'union nationale, en votant pour les candidats de LO.

# Les bureaucrates de la FSU soutiennent l'état d'urgence

Motion soumise par Front Unique au BN de la FSU le 30 novembre :

*Le BDFN de la FSU, réuni le 30 novembre 2015 exige :*

*- la libération immédiate de tous les manifestants arrêtés le 29 novembre et la levée de toute poursuite contre eux !*

*- la levée immédiate de l'état d'urgence pour préserver les libertés démocratiques !*

*La direction de notre fédération s'adresse à toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière et de la défense des libertés publiques, afin de constituer l'unité pour obtenir satisfaction sur ces exigences.*

Pour : 4 / Contre : 17 / Abstention : 2 / Refus de vote : 8

Remarque : Les dirigeants Unité Action de la FSU, du Snes, du Snuipp, ont tous voté contre la motion. Pour eux, le soutien inconditionnel qu'ils apportent au gouvernement justifie de renoncer aux libertés démocratiques. Les dirigeants de l'Ecole Emancipée, dont certains étaient embarrassés par les assauts du gouvernement contre ces libertés, se sont réfugiés dans le « refus de vote ». Qui ne dit mot …

Seuls ont voté pour les représentants de Front Unique (1), d'Emancipation (2) et d'URIS (1).

# Le droit aux études remis en cause

D'un côté, le gouvernement affiche un objectif de 60 % de diplômés du supérieur d'ici 2025 – le chiffre est aujourd'hui de 44 % –, soit trois millions d'étudiants ; de l'autre, il limite fortement ses financements à l'enseignement supérieur public. Les personnels sont de plus en plus précarisés et les étudiants sont confrontés à une grave remise en cause de leur droit aux études. Les universités publiques en France subissent de plein fouet ce que les personnels et les étudiants avaient compris en 2007 et en 2009 lorsqu'ils ont tenté d'affronter le gouvernement contre la loi LRU, à savoir un appauvrissement généralisé.

La pauvreté étudiante s'accroît. Seul un étudiant sur quatre est boursier et seul un sur trois perçoit une aide familiale, alors que le coût de la vie des étudiants a augmenté de 8,4 % depuis 2012 (Unef, *Enquête sur le coût de la vie étudiante,* 14 août). Ainsi, la moitié des étudiants est contrainte d'exercer une activité professionnelle et nombreux sont ceux qui parviennent à peine à survivre (un étudiant a été retrouvé mort de faim dans sa chambre universitaire à Lille fin octobre).

Les personnels des universités sont de plus en plus précaires ; 30 à 60 % des personnes travaillant dans les laboratoires sont en CDD. Les salaires stagnent, et la mise en concurrence des agents aggrave encore leurs conditions de travail. Les laboratoires sont sous-financés, avec un personnel de plus en plus précaire, et de moins en moins de recrutements de titulaires.

## Des jeunes interdits de s'inscrire

Depuis la mise en oeuvre de la loi LRU, les universités, dotées d'un budget propre, ont trois ressources : le financement de l'État, les droits d'inscription et les ressources propres – issues de la coopération avec le secteur privé. Le ministre Mandon prétend avoir *« obtenu que l'enseignement supérieur et la recherche soient préservés »* (*L'Étudiant*, 16 septembre 2015). Il s'agit d'une hausse de 165 millions des crédits, après une baisse de 100 millions l'an dernier, 65 millions d'euros ne couvrant pas la moitié de la hausse des coûts du chauffage. 1 000 nouveaux emplois ont beau être créés, il est probable que faute de moyens, les universités en suppriment en contrepartie.

Le budget de l'État ne connait pas l'austérité pour le système carcéral, la police, les services secrets, l'armée, mais l'enseignement et la recherche publics la paient très cher. Ainsi le gouvernement, en n'augmentant pas ou peu les financements, pousse soit à la coopération avec la classe capitaliste, soit à la hausse des frais d'inscription. Ces derniers s'élèvent actuellement à 184 euros par an pour une inscription en licence, 256 euros pour une inscription en master, 391 euros pour une inscription en doctorat. C'est de là que viennent une grande partie des difficultés financières des universités. Depuis 2007, une soixantaine de fondations ont été créées auprès d'entreprises privées, sans grand succès.

Pour la bourgeoisie, l'enseignement supérieur est d'abord un moyen de reproduction de la force de travail qualifiée nécessaire à l'exploitation. La recherche scientifique est conçue comme un moyen de concevoir des applications technologiques à même de générer de la rentabilité pour les capitalistes et les sciences sociales sont tolérées si elles servent à fournir une justification idéologique au capitalisme. *« Tous les pays développés font de l'accès à l'enseignement supérieur la première ressource de leur compétitivité »* (Thierry Mandon, *RTL*, 21 septembre).

Alors que 63 % des étudiants sont inscrits à l'université (1,5 million), en hausse régulière, de multiples entraves restreignent l'accès à l'enseignement supérieur et entravent la qualification des enfants des ouvriers, des employés, des paysans travailleurs. De plus en plus de formations ne sont accessibles qu'au moyen de droits d'inscription pharamineux ou de préparations privées coûteuses (voir Arnaud Parienty, *School business, comment l'argent dynamite le système éducatif,* La Découverte, 2015).

En juillet 2015, 7 500 bacheliers n'avaient pas pu s'inscrire. Ils étaient encore des milliers début septembre, à la veille de la rentrée. Le 9 septembre, le ministre annonce que 900 bacheliers seraient sans inscription, sans compter les étudiants qui n'ont pas été inscrits dans la filière de leur choix. Le baccalauréat est le premier diplôme universitaire, une université n'est en principe pas autorisée à interdire à un bachelier de s'inscrire à l'université, mais la loi a prévu des échappatoires.

> *Lorsque l'effectif des candidatures excède les capacités d'accueil d'un établissement... les inscriptions sont prononcées, après avis du président de cet établissement, par le recteur chancelier...* (*Code de l'éducation*, L612-3)

Le gouvernement PS-PRG a retiré aux universités 100 millions d'euros affichés au budget, pour financer les les dépenses militaires supplémentaires non prévues. S'ajoute la une pression démographique avec une augmentation de 6,5 % du nombre de demandes d'inscription à l'université de 65 000 en 2015, ce qui correspond à une dépense de 360 millions d'euros.

Sous prétexte « d'orientation active », le gouvernement a ouvert le droit aux universités de choisir leurs étudiants. Faute de moyens, de nombreuses universités

établissent des « capacités d'accueil » ou les diminuent si elles existaient déjà ; 54 universités sur 75 (334 formations) pratiquent des tirages au sort, voire d'autres formes de sélection, illégales, – sur dossier, sur entretien… Elles reportent également des réfections de locaux ou des travaux de sécurité, ferment certaines filières, réduisent les volumes horaires… et ainsi augmentent l'échec et dévalorisent les diplômes.

## Pour une université émancipatrice

Le mécontentement est généralisé (par exemple, le 23 septembre, les étudiants de Staps (activités physiques et sportives) manifestaient contre les refus d'inscription.

Mais les directions des syndicats étudiants et des syndicats des travailleurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, refusent de combattre le gouvernement, de lutter contre le budget 2016, multiplient les « journées d'action » impuissantes : le 8 octobre, l'Unef appelait à participer à la journée d'action interprofessionnelle ; le 16 octobre, une intersyndicale appelait à une manifestation pour « un autre budget de l'enseignement supérieur ». Le principal syndicat de l'enseignement supérieur *« appelle les Présidents d'université à s'engager et à soutenir, par tous les moyens qu'ils estimeront utiles, les mobilisations en cours »* (Appel du SnesUp-Fsu, 15 novembre), ces présidents d'université dont le rôle, accru depuis 2007, est de mettre en œuvre la politique du gouvernement, parfois en envoyant la police contre les étudiants récalcitrants. Quelques jours plus tard, le 2 novembre, toutes les directions syndicales du secteur (Fsu, Fo, Cgt, Cfdt, Unsa, Solidaires) étaient au garde-à-vous pour engager avec le ministre Mandon, l'« agenda social du supérieur ».

Contre les diversions des journées d'action et la cogestion, c'est de la rupture des syndicats avec le gouvernement, de la mise sur pied d'une coordination démocratique et centralisée à partir des assemblées générales, dont les étudiants, les enseignants-chercheurs, les enseignants, les chercheurs, les autres personnels ont besoin pour satisfaire les revendications.

Abrogation de la loi LRU, de la loi Fioraso et du pacte pour la recherche ! Rétablissement intégral du cadre national des diplômes !

Boycott des discussions des attaques du gouvernement ! Boycott du CNESER et de tous les organes de cogestion !

Inscription inconditionnelle de tous les étudiants titulaires du baccalauréat, qu'ils soient français ou non ! Allocation d'autonomie pour tous les étudiants !

Embauche massive par concours de personnels titulaires pour absorber le supplément d'étudiants ! Titularisation de tous les précaires !

Construction des locaux nécessaires à l'enseignement ! Pour un cadre d'étude permettant à tous de progresser !

15 novembre 2015

### Une manifestation pour la baisse des frais d'inscription en Grande-Bretagne

Fin 2013-début 2014, les étudiants britanniques avaient mené un combat, alors perdu, contre le triplement des frais d'inscription (de 3 000 à 9 000 £ par an, soit de 4 300 à 13 000 €), qui avait été introduit en 1997 par le gouvernement de Tony Blair (Parti travailliste). George Osborne, actuel ministre des Finances du gouvernement Cameron (Parti conservateur), envisage non seulement de les augmenter sensiblement mais également de supprimer les bourses en les remplaçant par des prêts. Pour le ministre des Universités Jo Johnson, il faut produire *« une filière d'étudiants qui puissent satisfaire les exigences des entreprises et de notre économie »* (*Financial Times,* 6 novembre 2015). La Campagne nationale contre les frais d'inscription et les coupes budgétaires a émergé lors de luttes étudiantes en 2010 face à la collaboration évidente du principal syndicat étudiant (NUS, Union nationale des étudiants du Royaume-Uni). Sous la bannière « des bourses pas des dettes », des étudiants, soutenus du bout des lèvres par la nouvelle direction du Parti travailliste qui promet de réduire les frais d'inscription à 6 000 £, ont affronté la police devant le ministère de l'Intérieur et devant le ministère des Entreprises, le 4 novembre. Une vingtaine a été arrêtée.

### Une lutte victorieuse en Afrique du sud

L'Afrique du sud est gouvernée depuis 1994 par une coalition du parti nationaliste bourgeois (ANC), du parti « communiste » (SACP) et de la principale confédération (COSATU). Ce gouvernement a massacré 34 ouvriers des mines en grève en 2012. La moitié des jeunes actifs est au chômage. Le pays est le plus inégalitaires au monde après Haïti (BCG, 25 mai 2015). Seuls 5 % des familles ont les moyens d'envoyer leurs enfants à l'université — essentiellement des Blancs —, où les droits d'inscription peuvent dépasser l'équivalent de 4 000 euros par an. Les cours ont parfois lieu en afrikaans (néerlandais), au détriment des Noirs qui parlent anglais.

Les étudiants ont dès fin septembre protesté, d'abord par des actes isolés, contre une hausse des droits de scolarité dépassant 10 % dans certaines universités. Le gouvernement ANC-COSATU-SACP de Jacob Zuma a dans un premier temps feint de reculer en proposant le 20 octobre de limiter la hausse nationale à 6 %. Rapidement, les étudiants s'en sont pris aux lieux de pouvoir : dès le lendemain, ils étaient devant le Parlement au Cap (capitale législative), où ils ont empêché le ministre SACP de l'enseignement supérieur, Blade Nzimandé, de parler ; le surlendemain ils étaient à Johannesburg (capitale économique) devant le siège du parti au pouvoir, l'ANC. Le secrétaire général de l'ANC, Gwede Mantashe, s'est vu refuser de s'exprimer et n'a pu qu'accuser réception des revendications étudiantes : éducation gratuite pour tous. Le jour suivant, 15 000 étudiants se sont rassemblés à Pretoria, devant le palais présidentiel où une délégation a rencontré le président Zuma, pendant que la police repoussait violemment les étudiants à coups de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Le gouvernement a cédé en gelant les frais de scolarité.

# Pour maîtriser le climat, il faut renverser le capitalisme

Le 30 novembre, se réunit à Paris la COP21, la 21e conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, qui est également la 11e conférence des parties au protocole de Kyoto adopté en 1997. L'objectif annoncé est un accord contraignant pour limiter le réchauffement du climat à 2 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Qu'en est-il ?

## Une évolution menaçante pour l'humanité

Les gaz à effet de serre laissent entrer le rayonnement solaire mais retiennent partiellement dans l'atmosphère les rayons infra-rouges renvoyés par la Terre, conduisant ainsi à un réchauffement de l'atmosphère. Ils ont toujours existé, sans eux la Terre serait gelée en permanence.

Le principal est le dioxyde de carbone ($CO_2$). Depuis 800 000 ans, la concentration de $CO_2$ dans l'atmosphère avait oscillé entre 180 et 280 ppm (parts par million), en fonction de phénomènes naturels terrestres, jusqu'à la révolution industrielle à la fin du 18e siècle. Depuis, l'utilisation croissante des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel) comme sources d'énergie, et dans une moindre mesure la déforestation et l'agriculture, ont conduit à un accroissement constant de cette concentration, celle-ci atteignant 400 ppm au printemps 2014. Cette croissance du $CO_2$ dans l'atmosphère a induit une augmentation de la température moyenne de la Terre de 0,85 °C depuis la révolution industrielle. 2014 a été l'année la plus chaude depuis 1880 (année à partir de laquelle furent établis des relevés internationaux systématiques) et les 10 années les plus chaudes sont toutes entre 1998 et 2014.

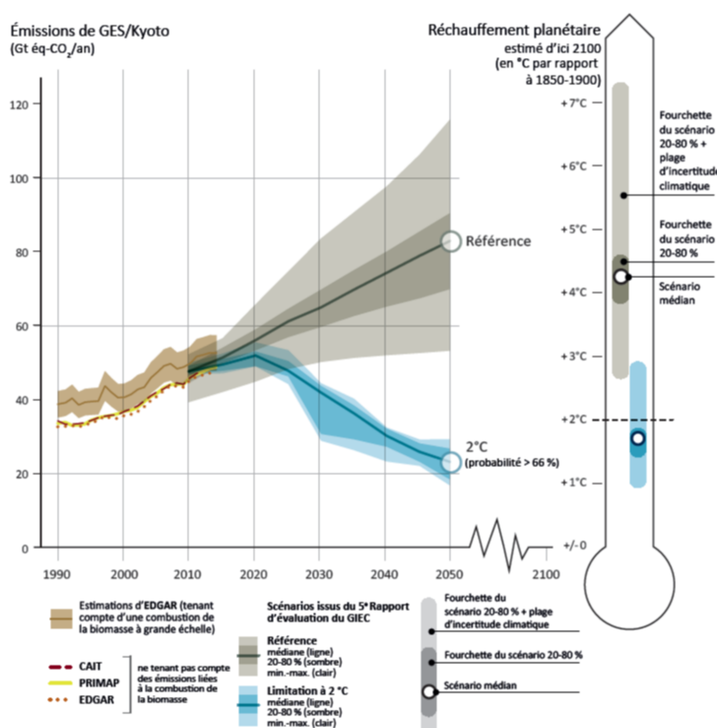



**Figure ES1 : Émissions historiques de gaz à effet de serre (GES) et prévisions à l'horizon 2050**

Dès 1997, le protocole de Kyoto reconnaît, outre le $CO_2$, 5 autres gaz à effets de serre produits par l'activité humaine : le méthane ($CH_4$), le protoxyde d'azote ($N_2O$) et trois substituts des chlorofluorocarbones (hydrofluorocarbures, perfluorocarbures et hexafluorure de soufre). Cependant les émissions de $CO_2$ sont déterminantes dans l'évolution du climat. Le rapport de 2013 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoit *« une hausse possible de 4,8 °C d'ici la fin du siècle »*. Le capital a engendré une catastrophe écologique mondiale.

On mesure les rejets de gaz à effet de serre en gigatonnes (Gt), ou milliards de tonnes, par an. Ils s'élevaient à 5 Gt de $CO_2$ par an en 1950, 10 en 1960, 20 en 1980, pour atteindre actuellement 36 Gt (ou 52 Gt d'équivalent $CO_2$ par an si on prend en compte les autres gaz à effet de serre). Cette croissance exponentielle résulte en partie de l'accroissement de la population mondiale et du développement rapide des grands pays « émergents » (Chine, Inde, Brésil…), de l'intensification du commerce international, mais aussi du gaspillage inhérent au système capitaliste dont le moteur est la recherche de profit, et non pas le respect de l'environnement et les besoins de la population.

Les experts scientifiques regroupés au sein du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoient de manière consensuelle que si on n'inverse pas la tendance actuelle, le réchauffement s'accélérera à grande vitesse au 21e siècle.

> *Pour le moment, la hausse est telle qu'on l'avait prédite il y a vingt ans ; et si rien n'est fait pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre, la température de la Terre augmentera de 4 à 5 °C d'ici à la fin du siècle. On parle là d'un change-*

*ment radical de climat, avec des conséquences désastreuses sur les écosystèmes et les sociétés humaines... Rappelons que 5 °C, c'est l'écart moyen de température entre la dernière période glaciaire et la période chaude que nous connaissons depuis 10 000 ans !* (Jean Jouzel, vice-président du GIEC, « Les gouvernements sont au pied du mur », *CNRS Le Journal,* 6 juillet 2015)

## L'humanité paye le prix de l'irrationalité du mode de production capitaliste

Les conséquences risquent d'être dramatiques. Les phénomènes comme les cyclones et les sécheresses se sont déjà étendus et ont fait des millions de réfugiés « climatiques » et des dizaines de milliers de morts comme les cyclones Katrina aux Etats-Unis (1 800 morts, 2005), Nargis en Birmanie (138 000 morts, 2008), Haiyan aux Philippines (8 000 morts, 2013). Depuis 1982, les cyclones tropicaux ont un rayon d'action de plus en plus large, amenant inondations et destructions dans des régions qui ne les connaissaient pas, tout en privant d'eau d'autres parties du globe.

Le réchauffement des océans et la fonte des glaciers continentaux qui en résulte pourraient faire monter le niveau de la mer de 25 cm à 1 m d'ici 2100, voire de plusieurs mètres selon certains. Or dans une décennie, les deux tiers de l'humanité vivront dans la bande littorale, zones qui pourraient être inondées. Les changements de température des mers pourraient avoir des conséquences sur les courants marins comme le Gulf Stream, ce qui conduirait à de nouvelles modifications du climat. De plus :

*Un tiers des espèces marines recensées sont abritées par les récifs coralliens. Or, au-delà d'une valeur seuil, un degré de plus suffit à provoquer le blanchissement des coraux et la disparition potentielle des récifs ! On estime ainsi que 50 % d'entre eux pourraient disparaître à l'horizon 2050, ce qui aura des conséquences directes sur la subsistance d'un demi-milliard de personnes dans le monde. Autre risque important : la hausse de nos rejets en $CO_2$ entraîne une acidification des mers qui menace les écosystèmes marins. Enfin, et toujours à cause des activités humaines, les* dead zones*, des zones où l'oxygène disparaît, qui menacent d'asphyxie instantanée tout être vivant qui a le malheur de les traverser se multiplient.* (Françoise Gaill, « COP21 : on a oublié d'inviter l'océan ! », *CNRS Le Journal,* 4 juin 2015)

Certaines régions connaîtront des sécheresses récurrentes, comme on le constate déjà au nord de l'Australie, en Californie et dans certaines zones de l'Afrique, continent sur lequel le dérèglement climatique a déjà causé des famines et envenimé les conflits. La fonte des glaciers de l'Himalaya, où prennent leur source les grands fleuves d'Inde et de Chine, pourrait modifier profondément leur débit, ce qui nuirait gravement à l'agriculture de ces deux pays.

## L'irrationalité grandissante du capitalisme

Le capitalisme s'est développé de manière non planifiée, chaque capitaliste exploitant des travailleurs, tout autant que la nature, pour réaliser un profit qui lui revient, contre ses concurrents, eux-mêmes exploiteurs de la classe ouvrière. Tout en constituant de gigantesques entreprises dominant le marché mondial, quelques grandes puissances ont achevé de se partager le monde, de l'exploiter en dominant d'autres pays et par leur conflit permanent et impérialiste, elles ont précipité l'humanité dans un désastre, illustrant le caractère dangereux du capitalisme.

*La grande industrie et la grande agriculture exploitée industriellement agissent dans le même sens. Si, à l'origine, elles se distinguent parce que la première ravage et ruine davantage la force de travail, donc la force naturelle de l'homme, l'autre plus directement la force naturelle de la terre, elles finissent, en se développant, par se donner la main.* (Karl Marx, *Le Capital,* III, 1867, Progrès, 1986, p. 848)

L'époque impérialiste coïncide totalement avec la hausse de la température planétaire. Sur la base du profit, le capitalisme a amplifié l'utilisation des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel) comme principales sources d'énergie, sans se préoccuper de l'environnement. La recherche du profit a conduit à tous les gaspillages : habitations non isolées, moteurs gourmands en carburant, rejets de gaz de l'industrie, incendies dans des filons de charbon, déforestation par brûlis, rejets industriels, économie d'armement, etc.

Le moteur du capitalisme est la maximisation du profit, pas l'avenir à long terme de l'humanité. Donc tant que ce sera profitable et que les sources resteront abondantes, des entreprises capitalistes feront extraire et brûler du charbon, du pétrole et du gaz. Les décisions cruciales pour la préservation de l'équilibre climatique ne peuvent venir que d'une décision politique s'imposant contre les intérêts des capitalistes.

## Kyoto, Copenhague, Paris : trop peu, trop tard

Or tous les gouvernements sont pieds et poings liés au grand capital ; malgré les sonnettes d'alarme des experts depuis près de 30 ans, ils ont tardé à prendre des initiatives pour lutter contre le gaspillage et passer aux énergies renouvelables, ce furent toujours des mesures

à faible impact, car aller plus loin nécessitait d'affronter le capital. En 2009 à Copenhague, en pleine crise économique, les gouvernements étaient plus soucieux de renflouer les entreprises et les banques que d'investir dans la préservation du climat ; de plus chacun défendait « son pays », à savoir sa bourgeoisie, contre les autres. Aujourd'hui en 2015, alors que les émissions de gaz à effet de serre atteignent un record, ils se payent de belles paroles sur l'urgence de la situation, mais à part 4 petits pays, ils se montrent incapables de tenir leur engagement bien limité de ne pas dépasser 2 °C de réchauffement. Les gouvernements bourgeois, qu'ils soient dirigés par des « travaillistes », des « socialistes », des « communistes » ou directement par des partis capitalistes grands bourgeois, qu'ils comprennent ou pas des partis « écologistes », sont tout autant incapables de maîtriser le climat que d'empêcher la crise économique ou d'instaurer la paix.

Le protocole de Kyoto, signé lors de la COP3 à Kyoto en 1997, visait à réduire, entre 2008 et 2012, d'au moins 5 % par rapport au niveau de 1990 les émissions des six gaz à effet de serre mentionnés plus haut. Les États-Unis ne le ratifièrent pas, et les autres pays l'appliquèrent de façon variable. Cela n'a pas empêché l'augmentation de la concentration de $CO_2$ dans l'atmosphère.

La COP15 tenue à Copenhague en 2009 devait fixer les objectifs pour la période de 2013 à 2020. L'accord conclu par certains pays ne fut pas contraignant, il n'y eut pas d'engagements chiffrés en termes d'émissions de $CO_2$, seulement une volonté affichée de limiter le réchauffement à long terme à 2 °C (depuis l'ère préindustrielle). En pleine crise économique, les gouvernements étaient en effet plus soucieux de relancer la machine des profits en renflouant les caisses des grandes entreprises et des banques.

La COP21 qui s'ouvre à Paris a d'abord prétendu viser un accord contraignant pour l'après 2020, en particulier pour la période qui va jusqu'à 2030, en vue d'aboutir à cet objectif des 2 °C, mais rien n'est sûr : *« il n'y aura pas d'objectif de réduction juridiquement contraignant »* (John Kerry, secrétaire d'État américain, *Le Monde*, 12 novembre).

Les experts ont estimé que pour atteindre cet objectif, les émissions totales de gaz à effet de serre entre 2011 et 2100 ne devaient pas dépasser 1000 Gt d'équivalent $CO_2$ (alors que nous sommes actuellement à 36 Gt de $CO_2$ par an).

> *Il est indispensable d'agir dès aujourd'hui : infléchir la hausse des émissions de CO2 de 15 à 20 % d'ici à 2020, puis diviser nos émissions par deux au moins entre 2020 et 2050 et viser le zéro émission à horizon 2100...* (Jean Jouzel « Les gouvernements sont au pied du mur », *CNRS Le Journal*, 6 juillet 2015)

Tous les États ont dû remettre leur prévision d'actions à engager dans la période de 2020 à 2030, appelée CPDN (contribution prévue déterminée au niveau national) en français, INDC en anglais. Le 30 octobre, l'ONU a annoncé que l'ensemble des CPDN ne permet pas d'atteindre l'objectif des 2 °C, leur mise en œuvre impliquerait un réchauffement de 2,7 °C (ou légèrement supérieur). On le savait déjà ! L'organisation Climate Action Tracker qui étudie les engagements sur le climat, a publié sur base des CPDN reçus à cette date une étude confirmant l'excès de 15 à 17 Gt d'émissions en 2030 et l'estimation du réchauffement à 2,7 °C (« INDCs lower projected warming to 2.7°C: significant progress but still above 2°C », 1er octobre 2015).

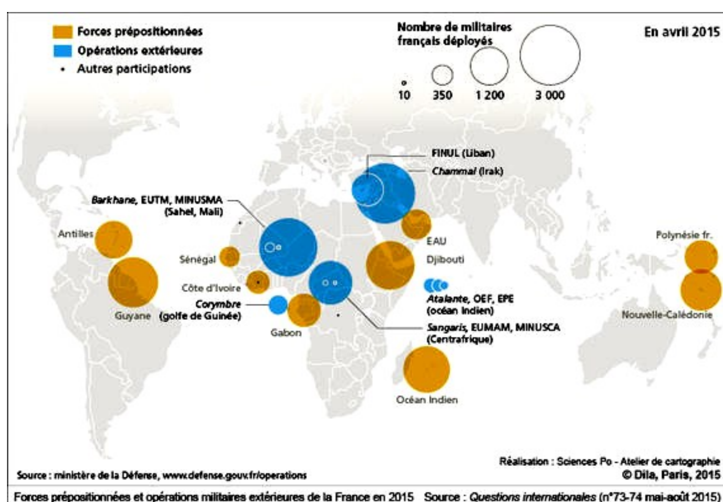
L'organisation a classé les différents CPDN des États. Le Bhoutan est « exemplaire », le Costa Rica l'Ethiopie et le Maroc sont « suffisants ». Tous les autres pays dont le CPDN a été étudié sont insuffisants. Parmi les impérialismes et les puissances régionales, les États membres de l'Union européenne, la Chine, les États-Unis, l'Inde et le Brésil sont classés « moyens », ce qui signifie que leurs engagements sont crédibles, mais à l'échelle mondiale cela conduirait plutôt à un réchauffement se rapprochant de 3 °C ; en particulier les engagements de l'Union européenne et de la Chine pourraient être tenus moyennant des ajustements modérés. Toujours parmi les pays importants, la Russie, le Canada, le Japon et l'Australie sont classés « inadéquats », ce qui signifie des engagements peu crédibles ou conduisant à l'échelle de la planète à un réchauffement d'environ 4 °C.

## La nécessité du socialisme

Pour préserver l'équilibre climatique, pour développer vigoureusement les énergies renouvelables, supprimer le gaspillage, il faut une économie planifiée rationnellement à l'échelle mondiale, et cela requiert d'en finir avec le capitalisme et avec les frontières nationales étriquées, donc de briser le pouvoir de la bourgeoisie et de ses États. Seule la classe ouvrière peut le faire en instaurant son propre pouvoir et en socialisant l'économie à l'échelle du monde. Pour échapper à la catastrophe climatique, il faut préparer le renversement du capitalisme, avancer vers le socialisme-communisme, organisation sociale basée sur la satisfaction des besoins sociaux et la préservation de l'environnement, avec la participation de tous à sa gestion et mise en oeuvre.

11 novembre 2015

# D'où vient l'El-Daech ?



Forces prépositionnées et opérations militaires extérieures de la France en 2015 Source : *Questions internationales* (n°73-74 mai-août 2015)

## Les impérialismes occidentaux ont précipité l'ouest de l'Asie dans la barbarie

En 1991, une coalition avalisée par l'ONU (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Espagne, Pays-Bas, Australie, Argentine, Arabie saoudite, Syrie...) détruit les infrastructures et envahit l'Irak. Pendant une décennie, l'embargo barbare de l'ONU affame la population, la prive de médicaments. En 2003, sous des prétextes mensongers, les États-Unis et la Grande-Bretagne envahissent une nouvelle fois l'Irak. L'occupation débouche sur la division du pays et un conflit réactionnaire de dimension régionale qui se présente comme une guerre de religion entre deux branches de l'islam.

> *De 2003 à 2008, pendant l'occupation américaine, une guerre interconfessionnelle entre sunnites et chiites a ensanglanté l'Irak, un conflit sans précédent dans la longue histoire des relations entre les deux grandes communautés musulmanes de ce pays : des centaines de milliers de morts, en grande majorité chiites, et un processus de fragmentation territoriale.* (Pierre-Jean Luizard, *Le Piège Daech,* 2015, La Découverte, Paris, p. 8)

Le régime du Baas syrien et la famille Assad ont souvent servi l'impérialisme : en maintenant l'ordre policier en Syrie depuis 1963, en écrasant la résistance palestinienne au Liban en 1976, en participant à la coalition militaire contre l'Irak en 1991, en assurant la stabilité de la frontière avec Israël. Mais les bourgeoisies impérialistes ne sont pas pour autant satisfaites. Dès décembre 2006, comme les lanceurs d'alerte l'ont révélé, le gouvernement américain tente de séparer la Syrie de l'Iran, en attisant le mécontentement des sunnites sur une base religieuse.

La région est disputée par les grandes puissances impérialistes : la Russie et la Chine d'un côté ; les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne de l'autre. Le départ de l'armée américaine d'Irak en 2011 représente une nouvelle défaite historique pour la bourgeoisie la plus puissante du monde, après celle de 1975 au Vietnam. Une conséquence est sa difficulté à déployer en masse des troupes à l'étranger. Elle est donc bornée aux forces spéciales, à l'aviation, à la fourniture de renseignement et d'armement. Cela laisse plus de marge à la théocratie iranienne et à celles du Golfe arabo-persique.

> *On se frotte les yeux quand on voit les États-Unis et leurs alliés occidentaux faire équipe avec les monarchies absolues et théocratiques sunnites de l'Arabie Saoudite et du Golfe pour soi-disant répandre la démocratie et pour étendre les droits de l'homme en Syrie, en Irak et en Libye. Les États-Unis étaient affaiblis au Proche-Orient en 2011 par rapport à 2003, parce que leur armée n'avait pas réalisé ses objectifs en Irak et en Afghanistan. Quand survinrent les soulèvements de 2011, c'est l'aile militarisée, cléricale et djihadiste des mouvements rebelles qui a reçu les injections massives de l'argent des rois et des émirs du Golfe. Les opposants laïques et non cléricaux ont été vite marginalisés, réduits au silence ou tués.* (Patrick Cockburn, *The Rise of the Islamic State*, 2015, Verso, Londres, p. 7)

## Les travailleurs syriens pris dans l'étau des contre-révolutions baasiste et islamiste

L'islamisme le plus illuminé et le plus mafieux s'est emparé des armements fournis par les alliés des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne. Par conséquent, la révolution sociale qui débutait en Syrie a été écrasée dès 2012 par les deux faces de la contre-révolution bourgeoise, celle du régime baasiste officiel soutenue par les impérialismes de Russie et de Chine et celle de l'islamisme soutenu par ceux des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest. Un document déclassifié des services secrets de l'armée américaine (publié par *Judicial Watch*, 18 mai 2015) en atteste.

> *La situation générale : a) à l'intérieur du pays, les événements prennent clairement une tournure sectaire, b) les Salafistes, les Frères musulmans et Al-Qaïda en Irak sont les principales forces menant l'insurrection en Syrie, c) l'Occident, les pays du Golfe et la Turquie soutiennent l'opposition, tandis*

> *que la Russie, la Chine et l'Iran soutiennent le régime d'Assad.* (Defense Intelligence Agency, *Information Report,* 12 août 2012, p. 2)

La possibilité de la création d'un État islamiste sur les décombres de la Syrie et de l'Irak procède de l'écrasement de la révolution naissante et du soutien aux djihadistes de la part des impérialismes occidentaux et des régimes islamistes du Golfe et de Turquie.

> *Les conséquences en Irak : ... c) Si la situation se détériore, il est envisageable que s'établisse une principauté salafiste déclarée ou non, dans l'est de la Syrie, et c'est exactement ce que veulent les puissances qui soutiennent l'opposition, et cela afin d'isoler le régime syrien... d) cela crée l'atmosphère idéale pour Al-Qaida en Irak pour reprendre Mossoul et Ramadi...* (Defense Intelligence Agency, *Information Report,* 12 août 2012, p. 5)

Dès lors, la seule partie significative de la Syrie qui échappe à la réaction se réduit aux zones sous contrôle du nationalisme kurde (qui est un adversaire de la révolution prolétarienne). La domination écrasante de la rébellion militaire par l'islamisme a rejeté une partie de la population dans les bras d'Assad, par ailleurs aidé par les troupes d'élite iraniennes et leurs alliés du Hezbollah libanais.

Le gouvernement de l'AKP islamiste laisse la frontière syrienne poreuse à tous les flux de l'EI-Daech. S'il refuse toujours de fournir des missiles sol-air aux insurgés syriens de peur qu'ils se retrouvent dans les mains de l'Ei-Daech, le gouvernement américain (Parti démocrate) autorise les livraisons de certaines armes sophistiquées (des missiles antitanks TOW) qui permettent à la coalition de toutes les forces anti-Assad (Jaish Al-Fatah) de frapper l'armée syrienne. L'Arabie saoudite, qui livre les missiles antitanks, privilégie ses alliés djihadistes (Al-Nosra, Ahrar Al-Sham...) qui dominent de toute façon la coalition insurgée.

> *Les États du Golfe ont longtemps désiré livrer des missiles sol-air à l'opposition, mais ont été retenus par M. Obama. Cependant, ces derniers temps, ils se sont révélés moins obéissants. La prise d'Idlib est largement attribuable à l'accentuation de l'aide à leurs alliés en dépit des objections américaines.* (*The Economist,* 10 octobre 2015)

Le déchaînement de la réaction baasiste et islamiste, auquel s'ajoutent les bombardements américains, russes et français, aboutit à un sinistre bilan : 250 000 morts, des centaines de milliers de blessés et de torturés, 4 millions d'exilés.

Les régimes islamistes du Golfe et les djihadistes locaux transforment aussi le Yémen en enfer.

## L'intervention spectaculaire de l'impérialisme russe

Le 30 septembre, le gouvernement russe a jeté son aviation et sa marine dans la guerre syrienne, lui aussi au nom de la lutte « contre le terrorisme ». Comme en Turquie, si les partis d'opposition sont tolérés en Russie, les médias sont contrôlés par l'État ; ils ont relayé complaisamment les images de l'armée russe, réplique de la propagande visuelle accompagnant les invasions impérialistes occidentales de l'Irak en 1991 et en 2003.

> *La nouvelle guerre est présentée à la télévision russe comme un film à grand spectacle. Les nouveaux programmes savourent les tirs des avions de combat rugissant près de la caméra.* (*The Economist,* 10 octobre 2015)

Comme Erdogan, Poutine n'attaque que marginalement l'EI-Daech, dans la mesure où il est en contact avec les troupes régulières. L'armée russe, dont les appareils sont bénis par les prêtres orthodoxes, frappe majoritairement les autres troupes, tout aussi islamistes et soutenues par la Turquie, l'Arabie saoudite, les Émirats... et les États-Unis.

> *Le 30 septembre, les avions de combat russes sont entrés en action pour soulager les troupes assiégées de Bachar Al-Assad. L'Église orthodoxe russe parle de guerre sainte. La prétention de M. Poutine de combattre l'État islamique est douteuse. Le premier jour de bombardement montre qu'il s'en prend à d'autres rebelles sunnites, dont certains soutenus par les États-Unis.* (*The Economist,* 3 octobre 2015)

D'abord, le gouvernement russe préfère le despote syrien Assad fils, massacreur et tortionnaire de masse, au risque d'une révolution (en Syrie en 2011 comme en Tunisie et en Égypte). Ensuite, l'État russe préserve sa base navale de Tartous. Enfin, l'impérialisme russe profite des faiblesses de l'impérialisme dominant, comme il l'avait déjà fait en Géorgie et en Ukraine.

Le début d'une intervention impérialiste est toujours sa partie la plus facile. Cela vaut pour la Russie. La justification des frappes par la lutte contre le terrorisme qui menacerait de s'étendre à la Russie risque de faire long feu. Poutine s'est fait singulièrement discret après que les affiliés égyptiens de l'EI-Daech ont réussi à abattre un avion et à tuer ainsi 224 personnes, le 31 octobre. Le thème de la « guerre sainte » chré-

tienne est un cadeau aux islamistes, dans l'État russe comme au Proche-Orient.

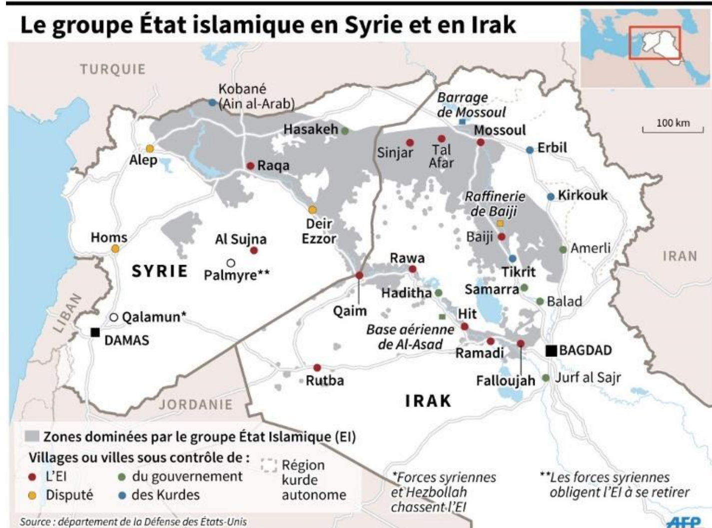
## L'EI, un terrorisme réactionnaire ; le Califat, un État totalitaire

En Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest, la religion musulmane sert de résistance élémentaire face à la colonisation étrangère et de consolation illusoire aux masses opprimées.

> *L'oppression nationale, comme dans l'Inde hindouiste ou les pays bouddhistes d'Asie, renforça l'adhésion à la religion méprisée par l'oppresseur. Comme de Lesseps, le constructeur du canal de Suez, disait des Algériens : « La résistance des Algériens est plus une affaire de patriotisme que de fanatisme. La religion était le seul drapeau autour duquel ils pouvaient se rassembler ».* (Paul Siegel, *The Meek and the Militant,* 1986, Zed, Londres, p. 184)

La résurgence à la fin du 20e siècle de la religion et la montée de l'islamisme politique découlent de la trahison historique du stalinisme et de l'échec du nationalisme panarabe à verbiage socialiste. Le stalinisme a détruit les partis communistes qui avaient la confiance des ouvriers, voire des paysans pauvres et des minorités (en Palestine, en Égypte, en Irak, en Iran…). Il a discrédité au 20e siècle le marxisme dans toute la région en se subordonnant à la bourgeoisie locale, au nom du front uni anti-impérialiste et de la révolution par étapes (l'étape « démocratique » maintenant, le socialisme dans un avenir très lointain).

Or, le nationalisme bourgeois panarabe (nassérisme, FLN, Néo-Destour, Baas, Fatah, Jamahiriya…) a échoué lamentablement : il a été incapable d'unifier les Arabes, de vaincre Israël, de développer l'économie nationale et il a fini par capituler devant l'impérialisme. Tous les régimes bourgeois ont pris une coloration cléricale dès




l'indépendance, même ceux qui s'appuyaient sur l'URSS (Nasser, Bourguiba, Ben Bella, Arafat, Hussein, Al-Assad, Kadhafi…). Plus leur popularité diminuait, plus ils ont recouru à la torture de masse et au cléricalisme. Ce fut le cas du régime du Baas en Irak.

> *Dès janvier 1991, suite à sa débâcle au Koweït, Saddam avait ordonné que soit inscrit sur le drapeau la mention « Dieu est le plus grand ». L'islam était devenu une ressource à part entière pour le régime… En 1993, plusieurs mosquées avaient été mises en chantier… La vente d'alcool était interdite…* (Myriam Benraad, *Irak, la revanche de l'histoire,* Vendémiaire, Paris, 2015, p. 88)

L'EI-Daech est apparu en Irak sous le forme d'une organisation affiliée à Al-Qaïda, rassemblant fanatiques sunnites et anciens membres de l'appareil répressif de l'État du Baas (armée, police, services secrets). Ces derniers étaient sans emploi à cause de la victoire américaine. Les succès remportés en commun ont jusqu'à présent assuré la fusion des deux composantes, qui pourraient bien se diviser en cas de défaite. L'EI-Daech s'est implantée en 2012 et 2013 en Syrie avec l'aide de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie. Puis il a infligé en 2014 des défaites spectaculaires à l'armée officielle irakienne et a fait reculer les peshmergas de l'État kurde dirigé par le PDK.

L'EI-Daech a le soutien d'une partie de la population sunnite parce que l'État bourgeois irakien est en fait aux mains d'une clique chiite et que l'armée officielle est perçue comme une troupe d'occupation. Après la conquête de Mossoul, la deuxième ville d'Irak, l'EI-Daech a proclamé un califat. Tous les musulmans du monde sont appelés à lui prêter allégeance.

> *Musulmans, rejetez la démocratie, la laïcité, le nationalisme et les autres ordures de l'Occident. Revenez à votre religion.* (*AFP,* 29 juin 2014)

Pitoyable camouflage : comme si le droit de faire grève, de pratiquer la religion de son choix ou de ne pas en avoir, de ne pas être torturé, de ne pas être violé, de ne pas être mariée contre son gré, de s'établir ou de rester dans l'endroit de son choix, de ne pas être espionné… n'étaient pas des aspirations de tous les travailleurs, de tous les jeunes et de toutes les femmes dans le monde ; comme si ces droits étaient réellement respectés dans tout « l'Occident ».

En Asie et en Afrique, tous les djihadistes ont débuté grâce à l'aide de la bourgeoisie parasitaire qui vit de la rente du pétrole et du gaz exportés vers les pays impérialistes, puis ils se sont greffés sur des réseaux capitalistes maffieux internationaux : enlèvements et rançonnage, trafic de pétrole vers la Turquie, trafic d'antiquités, trafic d'esclaves, trafic d'organes, trafic de

drogue… Au nom de la charia, Boko Haram a fédéré des criminels du Nigeria et du Cameroun. L'EI a attiré des milliers de délinquants du Proche-Orient, d'Europe de l'Ouest, du Caucase… qui peuvent violer, accaparer et assassiner avec une justification religieuse.

Les djihadistes de l'EI comme les mollahs en Iran en 1979, sont une variante de fascisme. Après l'échec de la révolution prolétarienne et face à l'effondrement de l'État, des aventuriers réussissent à mobiliser contre la démocratie et contre le mouvement ouvrier, des fonctionnaires licenciés, des déclassés, des commerçants appauvris… Quand ils prennent le pouvoir, les fascistes gouvernent toujours au compte des capitalistes et des propriétaires fonciers. Le califat de l'EI en Irak et en Syrie, comme celui de Boko Haram au Nigeria, défend la propriété privée des riches sunnites et maintient l'exploitation capitaliste, comme l'ont fait auparavant les ayatollahs chiites en Iran, la Phalange chrétienne en Espagne.

Au sein du califat, les bandes islamo-maffieuses imposent leur totalitarisme à toute la population, aussi délirant que le nationalisme et le racisme des fascistes. Ils exterminent les militants ouvriers comme les fascistes italiens, les nazis allemands, les phalangistes espagnols avant eux. Ils détruisent le patrimoine historique (préislamiste ou non sunnite) comme les nazis brûlaient les livres et les tableaux. Ils dépouillent et mettent en esclavage les membres des minorités nationales et religieuses, comme les nazis. La vengeance des masses, si elles ne sont pas écrasées par les bombardements impérialistes, n'en sera que plus grande.

Fascisme de pays dominé, le djihadisme prend forcément une posture anti-impérialiste. Son caractère international lui permet de recruter dans le monde entier, mais il n'est qu'une parodie grimaçante de l'internationalisme ouvrier car il est un fondamentalisme religieux et, comme tous les autres, un sursaut du passé. Né du capitalisme en déclin, l'anti-impérialisme affiché des barbus est en fait symbolique et impuissant, ainsi que leur prétention à renverser la colonisation sioniste. En fait, l'EI-Daech limite son califat à la Syrie et à l'Irak. Il laisse La Mecque à la monarchie saoudienne et il se garde bien d'affronter l'armée israélienne qui contrôle l'autre ville sacrée de l'Islam, Jérusalem.

En dehors du califat, les chefs de l'EI-Daech massacrent surtout des musulmans en Irak, en Syrie, au Liban… en envoyant des dupes fanatisés se faire exploser dans les pèlerinages, les mosquées, les quartiers populaires chiites… L'EI-Daech est incapable de mettre en cause le capitalisme mondial et les racines de la domination impérialiste, puisqu'il redoute et hait la seule force sociale capable d'y mettre fin, le prolétariat mondial.

En réalité, comme auparavant Septembre noir, le GIA, Al-Qaida à travers leurs attentats contre les rames de métro, les trains de banlieue, les immeubles de bureau, les athlètes, les avions civils… l'EI-Daech tente de faire pression sur les gouvernements impérialistes en mobilisant des délinquants fanatisés pour massacrer des artistes, des enfants juifs, des travailleurs sans défense (attentats contre des avions, des trains, des lieux de spectacle, des stades, des restaurants, des musées, des plages…). Son but n'est pas de vaincre l'impérialisme, mais de conquérir le pouvoir et de le conserver dans des pays dominés, qui, sous sa coupe, le resteront.

## Pour extirper l'islamisme, il faut combattre et vaincre l'impérialisme mondial

La classe ouvrière d'Asie de l'ouest et du monde entier est dans la plus grande confusion. La sociale-démocratie et le travaillisme en appellent à l'ONU, qui n'est qu'un front des puissances impérialistes, ou soutiennent les immixtions politiques et les expéditions armées de leur bourgeoisie, voire font partie de gouvernements impérialistes qui interviennent militairement (France, actuellement, par exemple). Les débris du stalinisme mêlent l'attitude précédente et l'alignement sur les despotes ou les islamistes. Les épigones centristes du « trotskysme » s'alignent aussi sur la bourgeoisie : soit sur l'ONU (« 4^e^ Internationale » pabliste-mandéliste…), soit sur Assad (les « 4^es^ Internationales » healystes), soit sur l'islamisme (cliffistes, pablistes-morénistes…).

À l'époque du déclin du capitalisme, les stratégies qui ont toujours été réactionnaires (le social-impérialisme selon lequel les grandes puissances apportent la démocratie et le progrès aux peuples dominés) et qui ont été dépassées (la révolution par étape d'où découle le front uni anti-impérialiste avec la bourgeoisie nationale) doivent faire place au programme de la révolution permanente :

- défense des revendications démocratiques par le prolétariat,
- alliance du prolétariat avec les autres travailleurs et la jeunesse en formation,
- rupture avec toutes les fractions de la bourgeoisie,
- transformation de la révolution démocratique en révolution socialiste,
- extension internationale de la révolution prolétarienne.

Les communistes internationalistes ne choisissent pas entre deux contre-révolutions bourgeoises ni entre deux puissances impérialistes. Ils soutiennent les mouvements nationaux (quelle que soit leur direction) dans la mesure où ils affrontent effectivement l'impérialisme (comme à Falloujah en Irak en 2004) ou la bourgeoisie locale (juive, arabe, turque, perse…). Mais ils ne leur font aucune confiance pour conduire cette lutte et ils soutien-

nent les mouvements des masses exploitées et opprimées contre tout despotisme bourgeois.

Au Proche-Orient, les tâches démocratiques (indépendance, libertés, laïcité, droits des minorités nationales, égalité des femmes, remise en cause des découpages coloniaux…) sont plus que jamais à l'ordre du jour. Mais aucune fraction de la bourgeoisie, quel que soit son discours, n'en est capable : évidemment pas la bourgeoisie étrangère impérialiste ; pas non plus la bourgeoisie nationale, qu'elle soit panarabe ou panislamiste, chiite ou sunnite, kurde…

Seule la classe ouvrière peut accomplir ce que la bourgeoisie du capitalisme a, autrefois, esquissé dans quelques pays. Ce faisant, les travailleuses et les travailleurs ne se borneront pas aux tâches démocratiques, mais débuteront une révolution socialiste, dont l'accomplissement ne peut être que mondial.

Les organisations ouvrières ont pour premier devoir d'empêcher les immixtions et expéditions militaires de leur propre bourgeoisie et d'ouvrir les frontières de leur État aux réfugiés. Pour aider plus radicalement les travailleurs d'Asie de l'Ouest, les femmes, les nationalités opprimées et les minorités religieuses, les travailleurs d'Europe de l'ouest, de Chine, de Russie, du Japon et des États-Unis doivent défaire leur propre gouvernement, prendre le pouvoir, détruire l'État des exploiteurs et des militaristes.

Les bourgeoisies locales ont prouvé qu'elles étaient incapables d'accomplir aujourd'hui une révolution démocratique et nationale. Il revient à la classe ouvrière d'arracher les libertés démocratiques, l'égalité des femmes, la séparation de la religion et de l'État. Elle revendiquera aussi le droit aux études et aux soins, la lutte contre le chômage et la pauvreté, la réforme agraire pour les paysans pauvres, la destruction de l'État sioniste pour faire place à une Palestine laïque et pluriethnique, le droit à l'autodétermination pour tous les peuples (Kurdes notamment). Dans cette voie, la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse d'Asie de l'Ouest poseront la question de leur propre pouvoir, exproprieront par la révolution les capitalistes nationaux comme étrangers, ouvriront la perspective de la Fédération socialiste de la Méditerranée et des États-Unis socialistes du Proche-Orient.

Le prolétariat est de taille importante en Turquie, en Égypte, en Iran, en Israël. Pour que sa révolution soit victorieuse, pour qu'un gouvernement ouvrier et populaire prenne le pouvoir dans chaque pays, il faut que l'avant-garde se rassemble dans une internationale ouvrière basée sur le marxisme et forge partout des partis de type bolchevik

24 novembre 2015

## Cinéma : *Une histoire de fou*, de Robert Guédiguan

Le réalisateur Robert Guédiguian, d'origine arménienne a pour habitude de filmer la classe ouvrière, souvent à Marseille (*Marius et Jeannette, Marie-Jo et ses deux amours, Au fil d'Ariane…*), dans son quotidien, dans ses luttes. Son dernier film rend hommage au combat des masses arméniennes, cent ans précisément après le génocide perpétré par l'État turc qui a exterminé 1 500 000 personnes (les deux tiers de la population arménienne). Ce massacre, qu'aucun gouvernement turc n'a jamais reconnu, est venu clore une période de persécution des Arméniens ouverte dans le dernier quart du dix-neuvième siècle par le déclin de l'empire ottoman, avec notamment la guerre russo-turque en 1877-1878, au moment où le grand vizir – Premier ministre de l'empire ottoman – souhaitait *« faire disparaître à jamais le peuple arménien »*. Les Arméniens développèrent des revendications nationales, avec plusieurs organisations de masse, dont Hentchak et Dachnak, respectivement fondées en 1887 et 1890, la seconde étant membre de l'Internationale socialiste, la première entretenant des liens.

Les premières images du film mettent en scène l'assassinat de Talaat Pacha, principal responsable du génocide, à Berlin en 1921, par Soghomon Thelirian, dont toute la famille a été exterminée. Il fut acquitté par un jury populaire à l'occasion d'un procès. Le film retrace à travers l'histoire d'Aram, un jeune Arménien dont les grands-parents ont immigré à Marseille pour fuir le génocide, l'impasse du nationalisme petit-bourgeois. L'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (Asala) est fondée en 1975 au Liban, en lien notamment avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine). Le film met l'accent sur les débats au sein de l'Asala entre la direction réactionnaire favorable à des attentats de masse, quitte à tuer des civils, et les partisans d'attaques ciblées sur des hommes de pouvoir, sur le mode du terrorisme individuel pratiqué en Russie par le PSR russe (condamné par le POSDR de Plekhanov, Lénine, Martov et Trotsky). L'incapacité des deux fractions de l'Asala à faire confiance au prolétariat arménien et mondial, à choisir la voie de la révolution socialiste, a provoqué l'éclatement et la disparition de cette organisation dans la fin des années 1980.

Leonardo Alex

# Grande-Bretagne : l'élection surprise de Corbyn à la tête du Parti travailliste

Après l'élection de Jeremy Corbyn, député de la gauche travailliste, le 12 septembre, à la tête du Labour Party (Parti travailliste) de Grande-Bretagne, la presse parle de *« séisme politique »* dans ce pays. Qu'en est-il réellement ? En quoi cette élection « surprenante » modifie-t-elle les rapports politiques au sein du parti traditionnel de la classe ouvrière ? Et surtout une perspective de modification des rapports politiques entre les classes est-elle à l'ordre du jour dans les îles britanniques ?

## L'origine et la nature du Parti travailliste

Au 19e siècle, les dirigeants syndicaux soutiennent les candidats du Liberal Party (Parti libéral, un parti bourgeois) à la Chambre des communes. Mais les députés et les gouvernements libéraux ne défendent guère les revendications ouvrières.

> *Le sentiment de frustration de la classe ouvrière vis-à-vis des libéraux se renforce dans les années 1890.* (Anne-Marie Motard, *Le Parti travailliste*, 2009, Ellipses, p. 19)

La classe ouvrière est socialement majoritaire dans le pays, alors que la France est encore très rurale. Elle a constitué des syndicats puissants, elle se bat pour le droit de vote. Les dirigeants des syndicats de Grande-Bretagne, sous la pression de la base, commencent à présenter à partir de 1900 des candidats sous l'appellation de LRC (Comité de représentation du travail) avec l'aide de l'ILP (Parti ouvrier indépendant) et de la Fabian Society (Société des Fabiens). Pour autant, les dirigeants du LRC (Ramsay MacDonald, Keir Hardie) continuent de collaborer avec le Parti libéral tout en refusant de le faire avec l'organisation qui se réclamait de la lutte des classes et, confusément, du marxisme, la SDF (Fédération social-démocrate), qui a notamment compté dans ses rangs Eleanor Marx et James Connolly.

En effet, le Parti travailliste se constitue en dehors du communisme, contre le marxisme. Les syndicats eux-mêmes sont en voie de bureaucratisation, passent aux mains d'une couche petite-bourgeoise conservatrice. La bourgeoisie britannique, qui domine encore le monde, a les moyens économiques et l'habileté politique de corrompre leur appareil. Les chefs de l'ILP sont religieux ; les Fabiens prônent l'étatisation. Tous sont monarchistes, pacifistes et parlementaristes.

> *Du puritanisme, les MacDonald ont hérité les préjugés religieux. Des owénistes, l'aversion d'utopistes réactionnaires contre la lutte des classes. À l'histoire politique de l'Angleterre, les Fabiens n'empruntent que la dépendance spirituelle vis-à-vis de la bourgeoisie.* (Léon Trotsky, *Où va l'Angleterre ?*, 1925, Anthropos, p. 62)

En 1906, le LRC se renomme Labour Party. En 1908, il demande son adhésion à l'Internationale ouvrière. Karl Kautsky (SPD) le fait accepter, avec des réserves de Lénine (POSDR-Bolchevik).

> *La deuxième partie de la résolution de Kautsky est erronée car, en fait, il n'est pas vrai que le Parti travailliste soit réellement indépendant du Parti libéral ni qu'il mène une politique de classe vraiment autonome...* (Vladimir Lénine, « La session du Bureau socialiste international », 20 octobre 1908, *Œuvres* t. 15, Progrès, p. 251-252)

En 1914, le Parti travailliste se rallie à l'union sacrée, son principal dirigeant Henderson entre au gouvernement. Il est l'exemple typique de ce que Lénine appelle un « parti ouvrier bourgeois » : sa base électorale et syndicale est salariée ; son appareil est une bureaucratie petite-bourgeoise, agent de la bourgeoisie au sein des exploités ; sa politique, son programme réel sont capitalistes.

> *Les définitions « organisation politique du mouvement syndical » ou « expression politique » de ce mouvement sont erronées. Certes, le Labour est en majeure partie composé d'ouvriers. Mais, est-il véritablement un parti politique ouvrier ? Cela ne dépend pas seulement de la question de savoir s'il est composé d'ouvriers, mais également quels sont ceux qui le dirigent et quel est le caractère de son action et de sa tactique politique. Seuls ces derniers éléments nous permettent de juger si nous sommes en présence d'un véritable parti politique du prolétariat.*
>
> *De ce point de vue, le seul juste, le Parti travailliste est un parti foncièrement bourgeois, car, bien que composé d'ouvriers, il est dirigé par des réactionnaires, par les pires réactionnaires, qui agissent tout à fait dans l'esprit de la bourgeoisie ; c'est une organisation de la bourgeoisie, organisation qui n'existe que pour duper systématiquement les ouvriers.* (Vladimir Lénine, « Discours au 2e congrès de l'Internationale communiste sur l'affiliation du CPGB au Parti travailliste de Grande-Bretagne », 6 août 1920, *Œuvres* t. 31, Progrès, p. 267)

Le Parti travailliste n'est pas l'expression directe de la classe ouvrière, mais reste sous contrôle de la classe dominante.

En 1917, il dénonce la Révolution d'Octobre. Mais l'écho de celle-ci, même en Grande-Bretagne, pousse le parti à se réclamer du socialisme qu'il assimile au renforcement de l'État et qu'il prétend atteindre, progressivement, par la voie parlementaire. Pour cela, en 1918, il adopte la clause 4 des statuts rédigée par Sidney Webb (Fabian Society) qui présente comme son but ultime *« la propriété commune des moyens de production, distribution, et échange »* qui serait atteint par des voies pacifiques et légales (un exemple de mensonge pour « duper les ouvriers »). Certains soutiennent que la nature « ouvrière » du Parti travailliste vient d'un bout de papier, de la clause 4 de 1918. Alors, Kautsky et Lénine auraient voté en 1908, dix ans avant cette extraordinaire mutation, pour l'entrée d'un parti simplement bourgeois dans l'Internationale ouvrière ! En réalité, ce que recouvre le socialisme étatique bourgeois à la Lassalle-Webb de la clause 4 est dévoilé par le programme de 1922.

> *Le programme du Parti travailliste est le meilleur rempart contre les bouleversements violents et les luttes de classe. Le projet travailliste est de parvenir à un partage plus équitable des richesses de la nation par des moyens constitutionnels.* (« Programme électoral du Parti travailliste », 1922, cité par Anne-Marie Motard, *Le Parti travailliste*, 2009, Ellipses, p. 46)

Le marxisme, à l'opposé de la clause 4 de 1918 et du programme de 1922, sait que la classe ouvrière doit détruire l'État bourgeois, instaurer une démocratie supérieure au parlementarisme bourgeois et prendre le contrôle de la production et de la répartition.

Le Parti travailliste est peu démocratique lui-même. Bien que 4 millions de travailleurs en soient membres, par leur adhésion aux syndicats, c'est la bureaucratie du TUC et le groupe parlementaire qui décident. En 1921 et en 1923, le Labour refuse l'adhésion du CPGB (Parti communiste de Grande-Bretagne) alors qu'il se prétend le parti de tous les travailleurs salariés et qu'il admet dans ses rangs l'ILP, la FS, le Co-operative Party, etc.

## Le « Nouveau parti travailliste » selon Blair

En 1982, le Parti travailliste dirigé par Michael Foot soutient l'intervention militaire impérialiste du gouvernement conservateur aux Malouines. La gauche du parti (Foot, Benn) rédige le manifeste de 1983. Il contient des propositions progressistes (retrait de l'OTAN, rétablissement du droit de grève…) mais est discret sur les nationalisations. Il avance une forme de cogestion (« démocratie industrielle ») et reste nationaliste (rupture avec l'Union européenne, protectionnisme…). Neil Kinnock est élu en 1983 à la tête du Parti travailliste. Il affermit le contrôle de la bureaucratie sur le parti, met l'accent sur la communication. En 1984, il condamne les piquets de grève des mineurs qui affrontent le gouvernement conservateur, la police et les médias. En 1985, il commence l'expulsion, avec la complicité de la gauche du parti, de la fraction qui publie l'hebdomadaire *Militant*. Militant se réclame du marxisme, tout en étant imprégné de réformisme.

> *Une transformation entièrement pacifique de la société est possible en Grande-Bretagne.* (Militant, *What we stand for*, 1981, p. 25)

Militant scissionne en 1991. La majorité (dirigée par Peter Taafee) prétend que le Parti travailliste est devenu un simple parti bourgeois… quand il a exclu Militant. Elle fonde le SPEW (Parti socialiste d'Angleterre et du Pays de Galles) et publie *The Socialist*. Le SPEW s'efforce en vain de remplacer le Parti travailliste par un autre parti réformiste : Socialist Alliance en 1992, Respect en 2004, Trade Unionist and Socialist Coalition en 2010… Une minorité (conduite par Ted Grant et Alan Woods) reste dans le Parti travailliste qui est censé, sous la pression des masses et de la « tendance marxiste » (sic), parvenir au socialisme. Ce groupe publie *Socialist Appeal*. En 2014, un an avant l'élection de Corbyn, SA abandonne à son tour le Parti travailliste, selon lui définitivement « discrédité ». Il rejoint en Ecosse des nationalistes petit-bourgeois (Scottish Socialist Party) et en Angleterre et au Pays de Galles des écologistes (Green Party).

En 1992, le Parti travailliste, sous la conduite de Foot, perd les élections. Le nouveau « leader », le chrétien affiché John Smith, modifie les règles de désignation des candidats aux législatives et du dirigeant au détriment des syndicats avant de mourir en 1994. Tony Blair, un autre chrétien affiché, le remplace.

> *Le Nouveau parti travailliste (New Labour) est un parti d'idées et d'idéaux mais pas d'idéologies surannées. Ce qui compte, c'est ce qui marche.* (Tony Blair, « Discours au congrès », 21 juillet 1994)

L'idéologie de la « modernisation » est fournie par Giddens avec une prétendue « troisième voie » entre ancienne sociale-démocratie et conservatisme. Blair hypertrophie la communication du parti. En 1995, la droite supprime l'ancienne clause 4 (tout en conservant la couleur rouge), annonce que les lois de Thatcher ne seront pas abrogées (y compris celles contre le droit de grève) et reproche au Parti conservateur

son déficit budgétaire. En 1997, le Parti travailliste remporte les élections (43 % des voix). Il aménage la constitution (notamment la « dévolution » de pouvoirs importants aux parlements d'Ecosse et du Pays de Galles). Par ailleurs, Blair poursuit la politique économique de Thatcher et Major.

> *Il a diminué l'impôt sur les sociétés, de 21 à 10 % pour les petites entreprises et de 31 à 30 % pour les grandes… En matière de privatisations, le gouvernement a mis en œuvre celle des transports ferroviaires… En mai 1999, le PMU anglais, la Tote, était vendue au privé… en juillet, le gouvernement transformait la Poste en société anonyme… En mai 2000, la privatisation du contrôle aérien était engagée…* (François-Charles Mougel, *Royaume-Uni, les années Blair,* 2005, La Documentation française, p. 55-56)



Une tasse pour la limitation de l'immigration vendue par le LP lors de la dernière campagne législative

En matière sociale, le Parti travailliste poursuit l'offensive de précarisation du travail, flexibilise les salaires et les emplois. Il va plus loin dans la guerre aux pauvres que le Parti conservateur.

> *L'objectif est de lutter contre la culture d'assistance qui est censée animer les 1,2 million de chômeurs, mais aussi les 2,8 millions de titulaires de pension d'invalidité et les 1,5 million de familles monoparentales : « nous serons durs », menace T. Blair en février 1999 en renforçant les dispositifs de coercition.* (François-Charles Mougel, *Royaume-Uni, les années Blair,* 2005, La Documentation française, p. 58)

En politique extérieure, le gouvernement travailliste conserve d'excellentes relations avec le Pakistan (dont les services secrets protègent Al-Qaida) et l'Arabie saoudite (qui la finance), mais il envoie l'armée participer en 2003 à l'expédition néocoloniale contre l'Irak, puis à son occupation qui génère l'EI-Daech.

En 2010, le Parti conservateur reprend le pouvoir. Ed Miliband est désigné chef du Parti travailliste par le congrès. Il modifie le mode d'élection interne, en instaurant une sorte d'élection primaire où les adhérents et sympathisants votent pour désigner le chef du parti. Il se prononce contre le droit à l'autodétermination des Écossais. Le Parti travailliste échoue aux élections de 2015.

> *Le principe « un homme, une voix » a été adopté. Les adhérents du parti, ceux des syndicats et les sympathisants ayant payé 3 livres sterling (4,10 euros) ont désormais tous le même poids. L'ouverture aux « sympathisants à 3 livres » payables sur Internet a attiré une foule de jeunes et fait tripler le corps électoral, qui atteint 610 000 membres.* (*Le Monde*, 11 septembre 2015)

## Le retour inattendu de la gauche du Parti travailliste

Jeremy Corbyn est député de Londres et il est resté toute sa vie politique à la gauche du parti : républicain, pacifiste, keynésien, antisioniste… Il s'est opposé à la guerre en Irak. Il vit modestement (à la différence d'un Blair). Candidat au poste de chef du Parti travailliste, il a le soutien des syndicats, marginalisés par Blair et des nouveaux adhérents, souvent des jeunes précarisés (il y a 1,4 million de contrats « zéro heure ») et ceux en formation (obligés de s'endetter pour leurs études) qui tous rejettent le gouvernement conservateur… ainsi que les trois autres candidats travaillistes qui s'en distinguent si peu.

Malgré l'hostilité du groupe parlementaire et de Blair, sans parler de la plupart des médias, malgré les radiations de militants d'organisations à la gauche du parti travailliste par l'appareil New Labour, il gagne l'élection interne dès le premier tour avec presque 60 % des votes. La digue édifiée depuis deux décennies par la droite du parti sous l'appellation de « New Labour » a cédé. Ainsi, il est prouvé que Blair n'a pas détruit le Parti travailliste en tant que parti ouvrier bourgeois, qui reste majoritaire chez les salariés par les votes, le lien avec les syndicats, l'adhésion.

Corbyn s'est fait élire sur un programme « réformiste », c'est-à-dire compatible avec le capitalisme : accroissement de la fiscalité sur les riches, relance de l'économie par les dépenses étatiques, sortie du nucléaire, nationalisation des chemins de fer, fin de l'intervention militaire en Irak, sortie de l'Union européenne, hausse substantielle des salaires, défense du NHS… 55 économistes avaient signé une lettre parue dans le *Financial Times* pour dénoncer ses projets « dangereux » mais 40 autres ont répondu qu'il ne met pas en cause le capitalisme.

> *L'accusation que Jeremy Corbyn et ses partisans sont passés à l'extrême-gauche en politique économique est répandue. Mais ceci n'est pas fondé sur ses déclarations et son orientation. Son opposition*

> *à l'austérité s'inscrit parfaitement dans la science économique officielle, y compris celle soutenue par le conservateur FMI.* (*The Guardian,* 23 août 2015)

La prétention d'améliorer la situation des travailleurs en se repliant sur la Grande-Bretagne est une utopie réactionnaire, d'autant qu'elle sera peut-être amputée de l'Écosse par la politique du SNP nationaliste bourgeois écossais, du Parti conservateur et de l'UKIP nationaliste anglais xénophobe. Comme toujours dans un parti ouvrier bourgeois, ce qui est avancé en interne n'est pas forcément appliqué une fois au gouvernement. Ainsi, taxer massivement les capitalistes n'est qu'un vœu pieux si on n'ose pas mobiliser les travailleurs pour s'attaquer au grand capital et à son État, comme l'a montré la trahison spectaculaire de Syriza en Grèce.

Or, dès la conférence annuelle qui a suivi l'élection interne, du parti fin septembre, Corbyn a tempéré les ardeurs de sa base. Il a aussi tourné casaque quant au programme Trident d'armement nucléaire, prétextant de la défense de l'emploi dans ce secteur, mise en avant par les syndicats. La presse bourgeoise s'est félicitée de son *« sens du compromis ».* Attaqué sur son refus initial de s'incliner devant les symboles monarchistes (l'hymne national, l'entrée au Conseil secret de la reine qui concrétise l'union nationale de tous les partis), il a fait marche arrière, assurant qu'il se conformerait aux usages. Son « cabinet fantôme », une sorte de contre-gouvernement, comporte même des membres de la droite du parti.

De façon spectaculaire, Corbyn s'est lui-même contredit à la mi-octobre au Parlement sur le vote de la « Charte de responsabilité budgétaire » qui maintient la politique anti-ouvrière renforcée en 2010 (austérité pour les dépenses sociales, pas pour l'armée, les services secrets ni la police). Dans son parti, il annonçait voter le projet gouvernemental, pour changer de position à la veille du scrutin en appelant à le rejeter. Corbyn, par contre, tient bon contre l'intervention en Syrie que réclame le gouvernement Cameron et que la plupart des députés du Parti travailliste sont prêts à voter.

D'où à la fois l'hostilité de nombreux parlementaires travaillistes et une certaine confusion dans la base de Corbyn.

## Nouvelles perspectives

Jeremy Corbyn, étant un réformiste, risque fort de capituler, comme Syriza en Grèce, devant les exigences de la bourgeoisie. Une direction qui concède à l'aile droite du parti (aidée par les médias capitalistes de masse) avant même d'accéder au gouvernement cédera aux formidables pressions du patronat et du Parti conservateur, des hauts fonctionnaires et de l'état-major, des journaux et des chaînes de télévision. Dès lors, elle ne peut à terme qu'entrer en conflit avec la base militante (du parti et des syndicats). Encore faut-il, pour ne pas aboutir à la dispersion et à la démoralisation de celle-ci, que les communistes aient des propositions à lui faire, combattent à ses côtés, jusque dans le Parti travailliste (comme l'Internationale communiste le conseillait en 1920 au parti ouvrier révolutionnaire en formation, le CPGB).

La question du travail des communistes internationalistes au sein du Labour avec les militants qui se heurtent à l'appareil et se heurteront à Corbyn est importante, mais reste une question de tactique temporaire, subordonnée à la construction d'une direction révolutionnaire. Trop de militants se sont déjà perdus dans un entrisme sans fin dans le Parti travailliste, y abandonnant le programme de la révolution pour servir d'auxiliaires à la fraction de gauche de la bureaucratie travailliste ou devenir eux-mêmes des réformistes indécrottables. Au mieux, s'il y a mobilisation de la classe ouvrière, si le Parti travailliste devient un parti ouvert à tous les travailleurs, il peut devenir un cadre de front unique ouvrier où les révolutionnaires organisés conquerront l'hégémonie par le débat et leur participation à l'expérience vivante des masses en lutte. En aucun cas, le Parti travailliste ne peut conduire une révolution, ni avancer vers le socialisme.

Ce qui manque pour vaincre est l'internationale ouvrière et un parti révolutionnaire, distinct du Parti travailliste, sur la ligne de la république, de l'armement du peuple, de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, de l'expropriation du grand capital, du démantèlement de l'État bourgeois, de la fédération socialiste des îles britanniques (Irlande, Angleterre, Ecosse, Pays de Galles) au sein des États-Unis socialistes d'Europe.

> *La classe ouvrière britannique entre dans une époque où elle aura besoin de la foi la plus grande en sa mission et en ses forces… Il est nécessaire qu'elle comprenne la situation de son pays en relation avec celle du monde, se rende compte de l'état de décomposition des classes dirigeantes, et écarte de son chemin les magiciens arrivistes et les sceptiques bourgeois, qui se croient socialistes pour la seule raison que la nausée parfois les prend dans l'atmosphère de putréfaction de la société bourgeoise.* (Léon Trotsky, « Réponse à Bertrand Russel », 3 mai 1926, *Où va l'Angleterre ?*, Anthropos, p. 217)

12 novembre 2015

# En Argentine, la page des Kirchner est tournée

Le premier tour de l'élection présidentielle argentine, qui s'est tenu en même temps que les élections législatives, a opposé le 25 octobre :

- Daniel Scioli, candiat du Frente para la Victoria (Front pour la victoire) une coalition du Parti justicialiste (PJ) avec une fraction du Parti communiste argentin et une fraction de l'UCR ; Scoli est ancien vice-président argentin et millionnaire comme l'ex-présidente Cristina Kirchner qui ne se représentait pas et l'ex-président feu Nestor Kirchner ;
- Mauricio Macri, présenté par Cambiemos (Changement), une coalition entre Proposition républicaine (PRO) et l'Union civique radicale (UCR) ; Macri est ancien maire de Buenos Aires et fils d'un grand capitaliste argentin qui a fait fortune à l'ombre de la junte militaire (au pouvoir de 1976 à 1982) ;
- Sergio Massa, soutenu par Unidos por una Nueva Alternativa (Unis pour une nouvelle alternative), une scission du PJ, Massa est haut fonctionnaire ;
- Margarita Stolbizer, soutenue par Progresistas (Progressistes), une coalition autour du Partido Socialista et du Partido Socialista Auténtico ; Stolbizer est avocate et ancienne députée de l'UCR ;
- Nicolas Del Caño, du Frente de izquierda y de los trabadajores (Front de gauche et des travailleurs, FIT), une coalition entre le PTS, le PO et l'IS.

Au premier tour, Scioli a obtenu 36,8 % des suffrages, Macri 34,3 %, Massa 21 %, Stolbizer 3,4 %, Del Caño 3,2 %. Le 22 novembre, au second tour de la présidentielle, Macri l'a emporté avec plus de 51 % des suffrages exprimés contre moins de 49 % à Scioli. Le nouveau président n'a pas de majorité parlementaire puisque le PJ l'emporte sur le PRO et l'UCR dans les deux chambres.

## Le bilan du « kirchnérisme »

Le péronisme fut une des formes du bonapartisme et du nationalisme bourgeois au sein des pays dominés. Le parti péroniste et les époux Kirchner ont dirigé le pays depuis 2003. Pour la plus grande joie des « altermondialistes »... jusqu'en 2014.

> *Ce mouvement politique issu du péronisme de gauche se caractérise par sa rupture avec le néolibéralisme du péronisme de droite. Retour en force de l'État, efforts pour consolider une bourgeoisie nationale, programmes sociaux, confrontation féroce avec le patronat et les médias privés : la stratégie a conduit à des taux de croissance insolents. Avant de s'essouffler il y a quelques mois.* (*Le Monde diplomatique*, juillet 2014)

Jamais le colonel Juan Perón n'a remis en cause le capitalisme. Ce Bonaparte a profité des affrontements inter-impérialistes de la 2e Guerre mondiale et des exportations agricoles (blé, viande) pour desserrer la domination étrangère et permettre l'accumulation locale du capital. Pour cela, il fit des concessions aux salariés et aux déclassés, tout en intégrant les bureaucraties syndicales au mouvement nationaliste bourgeois et en subordonnant le syndicalisme à l'État. Quand la conjoncture économique et politique mondiale s'est retournée, le régime n'a plus été capable d'acheter la paix sociale et de défier l'impérialisme américain.

Le « péronisme de gauche » contemporain n'en est que la caricature. Certes, Nestor Kirchner a autorisé des poursuites judiciaires en 2003 et 2005 contre certains chefs policiers et militaires assassins et tortionnaires formés par l'armée française [voir Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, La Découverte, 2004], mais les peines effectives ont été souvent légères et bien des principaux responsables (dont pas mal d'amiraux et Isabel Perón) ont été disculpés ou libérés. En 2010, un militant du Partido obrero (PO), Mariano Ferreyra, a été assassiné par des nervis patronaux avec la complicité de la police. Le gouvernement de Cristina Kirchner a autorisé le mariage pour tous en 2010, mais l'avortement reste interdit.

Le gouvernement de Cristina Kirchner a repris en 2012 le contrôle de l'emblématique compagnie nationale pétrolière YPF qui était devenue une filiale d'un groupe étranger, mais le gouvernement a finalement indemnisé la société-mère espagnole Repsol à hauteur de 5 milliards de dollars, le groupe chinois Beidahuang a acheté 320 000 ha de terres et l'industrie automobile reste sous contrôle étranger (Renault, Peugeot, Mercedes, VW, Toyota, Honda, Ford, GM-Fiat).

Le gouvernement PJ s'est heurté aux capitalistes agraires quand il a taxé les exportations, mais a mécontenté de plus en plus les salariés dont une grande partie est précaire et dont la plupart ont des salaires qui retardent sur l'inflation. Les Kirchner ont octroyé des aides sociales, mais sans supprimer les causes des inégalités, si bien que 25 % des 42 millions d'Argentins vivent sous le seuil de pauvreté. La malnutrition est répandue alors que le pays exporte surtout des produits agricoles.

Le renforcement de l'exploitation des travailleurs ne permet pas de compenser la crise des matières premières dont dépend le pays, crise accentuée par la récession au Brésil et le ralentissement de la croissance en Chine.

Kirchner laisse le pays en stagnation (croissance de 0,4 % en 2015, -0,7 % prévu par le FMI en 2016), avec une inflation hors de contrôle (plus de 16 % en 2015, mais des économistes l'estiment plutôt à 40 %) et une montée du chômage (7 % officiellement en 2014). Le peso a été dévalué de 15 % en janvier 2014, le déficit budgétaire s'élève à 5 % du PIB, la dette publique dépassera 50% du PIB en 2016.

## Un mouvement ouvrier pénétré par le nationalisme bourgeois et entravé par l'opportunisme

Comme les péronistes, les centristes d'Argentine appellent « mouvement ouvrier » le seul syndicalisme. Au contraire, pour les marxistes, le mouvement ouvrier embrasse les syndicats de salariés mais aussi les partis issus de la classe ouvrière.

Les syndicats argentins sont largement contrôlés par des partis politiques bourgeois, comme aux États-Unis et dans la plupart des pays dominés (mais pas au Chili ou au Brésil). La principale confédération syndicale est la Confederación General del Trabajo (CGT) qui domine dans l'industrie. Sa bureaucratie, maffieuse, est liée au PJ, ce qui l'a conduit à soutenir les privatisations du président Menem (PJ) de 1989 à 1999. Ella a collaboré avec les autres gouvernements bourgeois, y compris la junte militaire. Cela a conduit à l'émergence d'une centrale rivale, la Central de Trabajadores de la Argentina (CTA), qui l'emporte dans la fonction publique. Sa bureaucratie reste majoritairement liée au PJ, tout en tolérant les fractions d'autres partis bourgeois et du mouvement ouvrier politique.

À cause de trahisons multiples et du nationalisme bourgeois, la sociale-démocratie et le stalinisme ont une influence politique réduite. Le PS, le PCA (qui était lié à Moscou) et le PCR (qui était lié à Pékin) ont plus d'une fois capitulé devant un des partis bourgeois traditionnels (UCR, PJ), voire l'état-major de l'armée.

Les seuls candidats qui ont défendu l'indépendance de la classe ouvrière vis-à-vis de la bourgeoisie ont pour origine la défunte 4e Internationale. Le FIT est né en 2011 d'une coalition entre trois organisations : le Partido de los Trabajadores Socialistas (Parti des travailleurs socialistes, PTS), le Partido Obrero (Parti ouvrier, PO) et l'Izquierda socialista (Gauche socialiste, IS).

Mais le Front de gauche est limité à des élections (une question importante, mais secondaire), son nom est confus (« la gauche » n'existe pas dans les programmes de la Ligue des communistes, de l'Internationale communiste et de la 4e Internationale). Son programme, tout en énumérant toutes sortes de revendications démocratiques, immédiates et transitoires excellentes, reste, comme celui de LO ou du NPA en France, réformiste car il s'arrête devant l'État bourgeois (*Declaración programática del FTI*, juin 2011). Le Front de gauche ne tient aucun compte de l'expérience de la Commune de Paris de 1871 et de la révolution russe de 1917 : il faut détruire l'État, il faut le remplacer par des organes de la démocratie ouvrière et populaire.

> *La Commune de Paris fut une révolution contre l'État lui-même... Ce ne fut pas une révolution pour transférer le pouvoir de l'État d'une fraction des classes dominantes à une autre... Quel que soit son destin à Paris, elle fera le tour du monde.* (Karl Marx, *Premier essai de rédaction de « La guerre civile en France »,* 1871)

Lors de la crise révolutionnaire de 2002, le PTS et le PO, au lieu de généraliser et de centraliser les assemblées spontanées, avaient demandé une *« assemblée constituante souveraine »*. C'était une solution d'autant plus bourgeoise que le précédent président avait été élu avant d'être chassé en décembre 2001 et que les libertés démocratiques étaient reconquises.

Le Front de gauche dissimule la crise mondiale de direction du prolétariat, qui était le point de départ du programme de 1938 et qui s'est aggravée depuis. Le Front de gauche substitue un vague *« pôle politique indépendant »* à la construction du parti ouvrier révolutionnaire dont les travailleurs argentins ont un besoin brûlant.

Le programme du Front de gauche ne dit rien de l'armement du peuple, contrairement au programme de 1938 de la 4e Internationale et à son manifeste de 1940. Il ne mentionne pas la grève générale ; d'ailleurs, le FIT a soutenu depuis sa formation toutes les « journées d'action » de diversion des bureaucraties syndicales CGT et CTA. Au cours des primaires d'août 2015, le FIT s'est scindé entre le FIT du PTS et celui du PO et de l'IS. Comme le premier l'a emporté, ses candidats ont concouru le 25 octobre aux élections générales sous l'étiquette FIT.

Il faut aux travailleurs et aux jeunes non un bloc électoral opportuniste et instable, mais une internationale ouvrière révolutionnaire basée sur le marxisme, tout le marxisme. Dans ce cadre, il faut bâtir un parti de type bolchevik qui combatte en Argentine pour l'auto-organisation démocratique des travailleurs, pour l'armement du peuple, pour la prise du pouvoir, pour la dictature de prolétariat. Sans parti et sans soviets, il ne peut y avoir de gouvernement ouvrier, ni de fédération socialiste d'Amérique latine.

> *La conquête du pouvoir gouvernemental ne peut se réduire à changer des personnes dans les ministères, mais doit signifier l'anéantissement d'un appareil d'État hostile, la prise en mains de la force réelle, l'armement du prolétariat... Le système des soviets assure la possibilité d'une véritable démocratie prolétarienne.* (*Plateforme de l'Internationale communiste*, 1919)

2 décembre 2015

# Lettre du Brésil

Le coup de la bourgeoisie nationale et de l'impérialisme américain contre le gouvernement du Parti des travailleurs de la présidente Dilma Roussef, a pris un peu de retard, alors que tout laissait penser qu'il aurait lieu en octobre dernier.

Les putschistes semblaient être parvenus à un consensus en adhérant au PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien), le principal parti politique brésilien, celui du vice-président, Michel Termer, qui a lui-même présenté un plan de gouvernement très critique quant à la conduite de la politique économique du gouvernement Dilma, plus néo libérale encore que celle du ministre Lévy. Il s'agissait d'un coup, celui-ci « parlementaire » sur le mode paraguayen. Alors que les putschistes semblaient disposés à faire face à un risque de révolte de la classe ouvrière et de la majorité opprimée du pays, quand tout semblait prêt pour la mise en oeuvre du coup en octobre dernier, les putschistes ont à nouveau hésité et ils ont reculé au moment de son dénouement. La raison fut une information du Ministère public de Suisse qui annonçait la « découverte » d'un compte bancaire du président de la Chambre des députés, le député Eduardo Cunha, qui est également le principal organisateur du coup au parlement, pour un montant de cinq millions de dollars.

Cette hésitation des putschistes a permis à Dilma Roussef et au ministre de la Défense, Aldo Rebelo, du PCdoB (Parti communiste du Brésil), de transférer à un poste bureaucratique le général Antônio Hamilton Mourão, du commando Militaire sud, un des postes commando les plus importants de l'Armée ; ce général a fait *« des déclarations à des officiers de la réserve dans lesquelles il a durement critiqué la classe politique, le gouvernement, et il a convoqué ceux qui étaient présents au réveil d'une lutte patriotique »* ; il a également rendu un hommage posthume au colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra décédé le 15 octobre *« accusé d'avoir torturé des prisonniers pendant le régime militaire »*, selon une information véhiculée dans les médias putschistes.

Néanmoins, même avec hésitation, les institutions putschistes poursuivent leur activité très rapidement. La police fédérale suspectant et arrêtant des militants du PT, le pouvoir judiciaire jugeant et arrêtant des militants du PT, la dénommée « Opération Lava Jato » [littéralement : laver au jet] à Curitiba et « l'Opération Zelotes » (Zélotes est le Juif qui au 1^er^ siècle après JC prônait l'action violente pour défendre la loi et l'indépendance nationale) à Brasilia. Ainsi les militaires continuent leurs manoeuvres, soit à São Paulo, avec des camps, soit à Minas Gerais, où ils font de la propagande putschiste jusqu'aux marchés dans les quartiers et aussi à Rio Grande do Sul, pour ne parler que des principaux États de la fédération brésilienne.

Les putschistes démontrent qu'ils veulent à présent atteindre l'ex-président Lula et qu'ils ont l'intention de l'arrêter pour consommer le coup ; pour cela ils ont cité à comparaître le fils cadet de Lula pour qu'il fasse une déposition dans les locaux de la police fédérale. Comme l'a remarqué Rui Costa Pimenta, le principal dirigeant du PCO, la popularité de Lula est encore très grande, contrairement à ce que pense la gauche petite bourgeoise, et la bourgeoisie le sait très bien et cherche à démoraliser.

D'un autre côté, le gouvernement de la présidente Dilma Roussef et du PT capitule face au coup en faisant des concessions, maintenant avec l'approbation de la Loi anti-terrorisme qui criminalise plus encore les mouvements sociaux et populaires, qui vise à mettre en prison les dirigeants populaires. La direction majoritaire du PT continue sa politique suicidaire, en serrant plus fort la corde autour de son cou. Le gouvernement de Dilma et du PT a attaqué la grève des travailleurs sociaux, faisant échouer la grève et permettant la poursuite de bloquer les salaires.

La Centrale unique des travailleurs (CUT) a trahi la grève puissante des employés de banque, en les forçant à approuver la fin de la grève, qui avait tout pour être victorieuse en raison de la radicalisation du secteur des employés des banques, causée par le blocage des salaires, dont ils souffrent depuis des années, alors que les profits du secteur financier atteignent des niveaux stratosphériques.

Le Brésil est un pays de dimension continentale. La classe ouvrière brésilienne compte 92,5 millions de personnes, selon les données de 2011 fournies par l'IBGE (Institut brésilien de géographie et de statistique). Cette année, la classe ouvrière a fait plusieurs grèves, notamment à Volkswagen, Mercedes-Benz, General Motors, Scania, toutes dans l'ABC (Santo André, São Bernardo et São Caetano do Sul) proche de la périphérie de la ville de São Paulo. Elles ont réussi à empêcher des licenciements de masse. Néanmoins, la direction bureaucratique de la CUT a fait des concessions qui ont généré des réductions des salaires, de 10 à 20%, conformément à la loi du « Programme de protection de l'emploi » (PPE) de Dilma Roussef. Pourtant, la classe ouvrière et ses organisations sont restées intactes. Cela explique également les hésitations des putschistes. Les organisations ouvrières, malgré leurs directions bureaucratiques, qui sont des pantins et des traîtres, sont restées intactes. À part la CUT, les travailleurs brésiliens ont la CTB liée au PCdoB, l'UGT, la CGTB et la Força Sindical (Force syndicale)… qui regroupent 5 millions des travailleurs, parmi lesquels ceux de la CUT représentent 40 % des syndiqués et ceux de la Force Syndicale 15 %.

La direction du PT a approuvé récemment, contre les six plus grandes tendances internes du parti, son soutien à la politique d'austérité et d'ajustement fiscal du ministre Lévy, lié à la deuxième banque privée, du Brésil, Bradesco, ce qui devrait approfondir la division et la crise au sein du parti.

La gauche petite bourgeoise, conduite par le PSTU « moréniste » (Parti socialiste des travailleurs unifié) et ses satellites (MRT/LER-QI, LBI, POR, MNN…), poursuit sa ligne « PT dehors » et « PSDB dehors », et elle a participé le 16 septembre à une manifestation de la bourgeoisie et de l'extrême-droite. Seule la LBI a eu honte après cette manifestation, qui fut très « patriotique » et « vert et jaune » [les couleurs du drapeau capitaliste].

Pour ces partis et ces organisations, le PT et le PSDB sont identiques. Néanmoins, comme l'a affirmé Rui Costa Pimenta, le principal dirigeant du Parti de la cause ouvrière (PCO), à la chaîne de télévision PCO (il existe un enregistrement en vidéo), Trotsky avait averti, quand il a discuté la question de l'Allemagne, pendant les années 1930, que lorsque le PC allemand disait que la sociale-démocratie était identique au fascisme – la soit disant « théorie » du social-fascisme –, quand elle dit que tout est identique, cela correspond à une capitulation, car rien n'est identique. Il ne s'agit pas d'une analyse matérialiste dialectique. Nous pensons que Rui Costa Pimenta a entièrement raison.

Alors, sans perdre de vue la perspective stratégique de lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan, nous pensons qu'il est fondamental de lutter contre le coup de la bourgeoisie et de l'impérialisme, avec un élargissement du front unique anti-putschiste avec le PT, le PCdoB, le PCO, la CUT, la CTB, et les mouvements populaires et sociaux, tels que le MST et l'UNE, en produisant un appel spécial aux directions et aux militants du PSOL, du PSTU, du PCB, du PPL, du MRT/LER-QI, de la LBI, du POR, du CSP-Conlutas, de la Força Sindical, du CGTB et du MTST (le Mouvement des Travailleurs Sans Toit, qui hésite, soit il participe du front unique anti-putschiste, soit il adopte la position moréniste), pour qu'ils s'ajoutent à cette lutte, pour qu'ils lèvent bien haut les revendications transitoires de la classe ouvrière pour empêcher l'externalisation [processus par lequel des chômeurs remplacent des travailleurs licenciés] et les MPs 664 et 665 (qui réduisent les pensions, les retraites, l'assurance-chômage…), pour l'échelle mobile des salaires (ajustement automatique des salaires en fonction de l'inflation), pour la réduction de la journée de travail, sans réduction de salaire ; pour l'arrêt des licenciements, pour la stabilité de l'emploi ; non aux suppressions des programmes sociaux tels que le Bolsa Familia, Minha Casa Minha Vida, PRO-UNE, PRONTATEC, FIES… la fin du gel des salaires des fonctionnaires et la défense de Petrobras.

8 novembre 2015, Tendência Marxista Leninista

## *Cahier révolution communiste* n° 8, 2015, 2 euros

Cette brochure du Groupe marxiste internationaliste se penche sur les racines de la dislocation de l'Ukraine en 2013-2014 sous la pression contradictoire des impérialismes occidentaux et russe. Elle retrace la domination russe et autrichienne de la fin du 19e siècle, le triple pouvoir au moment de la révolution de 1917, la collusion des nationalistes ukrainiens avec les puissances impérialistes, la création de la République socialiste d'Ukraine, les conséquences désastreuses de la conquête du pouvoir par la bureaucratie russe chauvine, la prise de position pour l'indépendance de Trotsky, l'invasion nazie, la complicité des fascistes ukrainiens avec l'hitlérisme, l'éclatement de l'URSS.

En 1991, l'Ukraine devient indépendante. Mais les moyens de production et le pouvoir politique passent aux mains de cliques d'oligarques. Cette nouvelle bourgeoisie est tiraillée entre les États-Unis et l'Union européenne d'une part, la Russie voisine de l'autre. Si l'Allemagne domine économiquement l'Europe, la Russie dispose, outre des ressources en énergie, de la supériorité militaire, incluant des bases dans la péninsule de Crimée. À l'automne 2013, le président Ianoukovitch signe un accord avec la Russie plutôt que de poursuivre la négociation avec l'UE qui lui imposait des conditions plus drastiques. Des manifestations importantes de protestation ont lieu sur la place Maidan de Kiev. Des politiciens bourgeois américains et allemands y appellent ouvertement au renversement du président. Celui-ci fait tirer sur la foule. Les groupes fascistes ukrainiens prennent le contrôle des manifestations et le président est exfiltré par les services secrets russes.

L'Ukraine déchirée par les impérialistes



Trois questions nationales se mêlent : l'oppression historique des Ukrainiens, celle des russophones dans l'État bourgeois ukrainien, celle des Tatars par les Russes. L'impérialisme russe, à l'initiative de Poutine, pousse les oligarques et les nationalistes russes à la rébellion, en prétendant que le fascisme a pris le pouvoir à Kiev. Le gouvernement russe envoie le FSB et l'armée les renforcer. L'État russe, après un référendum boycotté par les minorités tatare et ukrainophone de la péninsule, annexe la Crimée en mars 2014. Poutine pousse aussi les nationalistes russes à s'emparer du Donbass, ce qu'ils réussissent en partie à faire.

# 1915 : la Conférence internationale de Zimmerwald

## Une initiative de pacifistes

Face à la guerre impérialiste et malgré la paralysie du Bureau socialiste international (BSI, l'organe de l'Internationale ouvrière entre les congrès), le parti italien (PSI), en concertation avec le parti suisse (SPS/PSS), tente d'organiser une conférence des partis socialistes.

Le président de l'Internationale, Émile Vandervelde (POB), est ministre du roi de la Belgique. En avril 1915, les partis belge (POB) et français (PS-SFIO) refusent la proposition du PSI et du SPS, car ils ne veulent pas se trouver en présence des partis allemand (SPD) et autrichien (SDAP). En mai, le PSI décide de convoquer une conférence internationale des socialistes contre la guerre. Il en confie l'organisation à Robert Grimm (SPS) et à Angelica Balabanova (PSI).

En juin 1915, dix députés (dont Georg Ledebour) signent, avec 1 000 membres du SPD d'Allemagne, un appel à l'initiative de la fraction Die Internationale contre l'union sacrée et pour la lutte des classes. Le 11 juillet, Grimm tient une réunion préparatoire. Lors de la rencontre, Gregori Zinoviev (POSDR-Bolchevik de Russie) demande pourquoi aucune invitation à la réunion de préparation n'a été envoyée à des organisations qui s'opposent à la guerre comme le petit groupe ISD d'Allemagne (qui publie *Lichtstrahlen*), l'organisation SDP des Pays-Bas (qui publie *De Tribune*), la fraction SDKP-Roslamowcy de Pologne, le parti LSDSP de Lettonie. Grimm répond qu'ils n'étaient pas reconnus par le BSI.

Quand Zinoviev propose que la future conférence s'adresse uniquement à ceux qui luttent réellement contre la guerre, sa proposition ne recueille qu'une voix contre cinq et une abstention. Les participants de la réunion préparatoire - Pavel Axelrod (POSDR-Menchevik de Russie), Angelica Balabanova (PSI d'Italie), Robert Grimm (SPS de Suisse), Oddino Morgari (PSI), Henryk Walecki (PPS-Lewica de Pologne), Adolf Warsawski (SDKP-Zarzadowcy de Pologne) - décident d'inviter le centre du SPD (Hugo Haase, Wilhelm Dittman, Georg Ledebour…) alors qu'il vote toujours les crédits de guerre. La conférence est convoquée du 5 au 8 septembre en Suisse, près de Berne.

## La confusion des internationalistes allemands

Au sein du SPD, un noyau affirme son opposition au patriotisme-nationalisme-chauvinisme, en septembre 1914, autour de cadres influents (Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Franz Mehring, Clara Zetkin…) [voir *Révolution communiste* n° 11]. Le 2 décembre 1914, Liebknecht, député au Reichstag, rompt la discipline du groupe parlementaire du SPD et vote contre les crédits de guerre, nouvelle qui se répand dans tout le mouvement ouvrier mondial. En avril 1915, la fraction internationaliste du SPD (future Spartakusbund) publie la revue *Die Internationale* qui dénonce fermement l'union sacrée.

> *Le 4 août, on a assisté simultanément à l'abdication politique de la sociale-démocratie allemande et à l'effondrement de l'Internationale socialiste… Socialisme ou impérialisme : l'orientation politique des partis ouvriers durant la décennie qui vient de s'écouler se réduit à cette alternative.* (Rosa Luxemburg, « La reconstruction de l'Internationale », février 1915, *OEuvres complètes,* Agone & Smolny, t. 4, p. 16)

Mais sa perspective reste confuse. Au lieu de prendre ses responsabilités, Luxemburg tend à faire porter la responsabilité du recul historique de 1914 au prolétariat lui-même et ne précise pas ce que sera la future internationale.

> *L'Internationale, aussi bien qu'une paix conforme aux intérêts de la cause prolétarienne, ne peut naître que de l'autocritique du prolétariat, de la prise de conscience du prolétariat de sa propre puissance… Le chemin de cette puissance –loin de toute résolution de papier est à la fois celui de la paix et de la reconstruction de l'Internationale.* (p. 41)

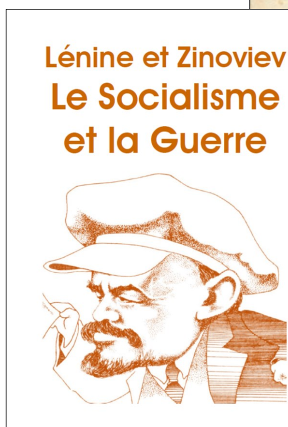
L'article et toute la revue ne sont-ils pas aussi *« de papier »* ? Les *« résolutions de papier »* ne suffisent pas, il faut agir ; mais les résolutions, manifestes, adresses, thèses… des communistes ont pour fonction d'éclairer la lutte, de guider les actes (d'ailleurs, Luxemburg rédigera en 1918 le programme de la Spartakusbund-KPD).

> *Au cours de ces huit mois de guerre, tous les centres, groupes, tendances et nuances sociaux-démocrates ont déjà eu toutes sortes de conférences, selon leurs moyens et leurs désirs ; ils ont déjà fait des « déclarations », c'est-à-dire proclamé leur opinion à tous les échos. Aujourd'hui, la tâche est différente, plus proche des actes. Il nous faut… l'élaboration de réponses et de conseils assez précis, à l'intention des journalistes, des propagandistes, des agitateurs et de tous les ouvriers conscients, pour que ces conseils ne puissent pas ne pas être compris.* (Vladimir Lénine, « Problème de l'unification des internationalistes », avril 1915, *OEuvres,* Progrès, t. 21, p. 191)

En 1915, le groupe L'Internationale refuse toujours de rompre avec le SPD. Zetkin s'oppose au POSDR-Bolchevik lors de la conférence des femmes socialistes de mars 1915 [voir *Révolution communiste* n° 13]. En

prison, Luxemburg achève en avril 1915 une étude de la guerre impérialiste, de la trahison du SPD et de l'Internationale ouvrière (*La Crise de la sociale-démocratie* qui ne sera publié qu'en avril 1916, signée Junius). En août 1915, Luxemburg et Liebknecht préparent la conférence convoquée par le PSI.

> *Rosa Luxemburg avait élaboré avec Liebknecht quelques principes directeurs destinés à être présentés à la première conférence de Zimmerwald. En fait, à sa grande contrariété, ils ne purent être soumis à la conférence… Ils ne constituaient ni un programme, ni même l'esquisse d'une politique, mais une déclaration de principe… Ils n'avaient rien de semblable à une plateforme politique bolchevik présentant des mots d'ordre et des revendications spécifiques.* (John Peter Nettl, *La Vie et l'oeuvre de Rosa Luxemburg*, 1966, Maspero, t. 2, p. 610)



brochure, 2 euros

## Les préparatifs des internationalistes polonais et russes

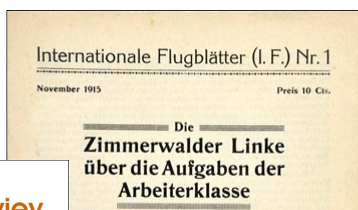
Lénine, dès septembre 1914, préconise de mettre fin à la guerre par la révolution et de construire une nouvelle internationale, débarrassée de ceux qui ont trahi. Il convainc son propre parti, le POSDR-Bolchevik de Russie, et s'active, avec son appui, à rassembler tous les internationalistes [voir *Révolution communiste* n° 11].

Il se jette dans l'étude de Hegel, pour mieux comprendre comment l'Internationale ouvrière et son parti phare, le SPD, se sont transformés en leur contraire (*Cahiers sur la dialectique*, édités en 1929, après sa mort).

> *Dans ses études de la dialectique, Lénine réarmait lui-même, le Parti bolchevik et la classe ouvrière internationale.* (Cliff Slaughter, *Lenin on Dialectics*, 1962, SLL, p. 45)

Pour préparer la conférence, Lénine et Zinoviev éditent une brochure en allemand qui sera distribuée aux participants. Elle oppose la révolution au pacifisme bourgeois, la création d'une nouvelle internationale à la reconstitution de la 2e Internationale.

> *Le marxisme n'est pas le pacifisme. Lutter pour la cessation la plus rapide de la guerre est chose indispensable. Mais c'est seulement lorsqu'on appelle à la lutte révolutionnaire que la revendication de la « paix » prend un sens prolétarien. Sans une série de révolutions, la paix dite démocratique est une utopie petite-bourgeoise. Le seul véritable programme d'action serait un programme marxiste fournissant aux masses une réponse complète et claire sur ce qui s'est passé, une réponse expliquant ce qu'est l'impérialisme et comment il faut le combattre, déclarant ouvertement que la faillite de la 2e Internationale a été amenée par l'opportunisme, et appelant ouvertement à fonder une Internationale marxiste sans les opportunistes et contre eux.* (Vladimir Lénine & Gregori Zinoviev, *Le Socialisme et la guerre*, août 1915, GMI, p. 34)


Internationale Flugblätter (I. F.) Nr. 1
November 1915 Preis 10 Cts.
Die Zimmerwalder Linke über die Aufgaben der Arbeiterklasse


Karl Radek

Lénine et Zinoviev en Suisse, Karl Radek (SDKP-Roslamowcy de Pologne) ainsi que Nikolaï Boukharine (POSDR-Bolchévik) en Suède déploient la plus grande énergie pour faire inviter tous les groupes, fractions et organisations internationalistes, persuader ceux-ci de participer, les souder autour de positions communes.

Lénine rencontre le maximum de délégués dès qu'ils arrivent à Berne dont, en vain, les Français Albert Bourderon (Fédération CGT des métaux) et Alphonse Merrheim (Fédération du tonneau). Il organise une réunion de la fraction internationaliste. Elle choisit le projet de résolution de Radek contre celui de Lénine.

## Le déroulement de la conférence

Rosa Luxemburg est en prison, au grand soulagement des chefs du SPD. Les délégations de l'ILP et du BSP de Grande-Bretagne ont été bloquées par le gouvernement d'union nationale (qui comprend le Parti travailliste). Pierre Monatte et Alfred Rosmer sont au front et les dissidents du PS-SFIO n'ont pas voulu venir… pour ne pas provoquer de scission. Le SDP semi-anarchiste des Pays-Bas a refusé de venir : Herman Gorter se révèle incapable de collaborer à l'indispensable regroupement des internationalistes et en isole sa secte.

Le 5 septembre 1915, Grimm conduit les trente-huit délégués venus de onze pays au village de Zimmerwald à une dizaine de kilomètres de Berne. Les deux premiers jours, les délégations se présentent. Le moment le plus émouvant est la lecture d'un message de Liebknecht, qui a été incorporé (contrairement aux autres députés en âge de l'être).

> *Guerre civile, pas union sacrée !... La nouvelle Internationale sera construite. Elle s'élèvera sur les ruines de l'ancienne, sur de nouveaux fondements plus solides... Jugez inexorablement les faux socialistes !* (Karl Liebknecht, « Lettre à la conférence », dans Jules Humbert-Droz, *L'Origine de l'Internationale communiste,* La Baconnière, 1968, p. 152-153)

Le 7 septembre, Radek présente la résolution (destinée au mouvement ouvrier organisé) et un manifeste (destiné aux masses) au nom de la fraction internationaliste de la conférence : Jan Berzin (LSDSP de Lettonie), Julian Borchardt (ISD d'Allemagne), Zett Höglund (Ligue des jeunes socialistes de Suède), Lénine (POSDR-Bolcehvik de Russie), Ture Nerman (Ligue des jeunes socialistes de Suède), Platten (SPS de Suisse), Zinoviev (POSDR).

> *Refuser tout crédit militaire, quitter aussitôt les ministères, démasquer de la tribune parlementaire, dans la presse légale, et, si c'est impossible, dans la presse illégale, le caractère capitaliste et antisocialiste de la guerre actuelle, mener la lutte la plus intransigeante contre le socialisme patriote, tirer parti de tout mouvement du peuple découlant des effets mêmes de la guerre (tels que la misère, les pertes en hommes... etc.) pour organiser des manifestations antigouvernementales, propager la solidarité internationale dans les tranchées, soutenir toute grève économique et chercher à la transformer en cas de circonstances favorables en grève politique.* (Karl Radek, « Projet de résolution présenté à la Conférence de Zimmerwald », dans Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la 1re Guerre mondiale*, 1936, Librairie du travail, t. 1, p. 555).

La majorité de la conférence refuse de se prononcer sur le projet de résolution soumis par Radek par dix-neuf voix contre douze : la fraction internationaliste plus Mark Natanson (POSDR-Menchevik), Henriëtte Roland-Holst (fraction De Internationale du SDAP des Pays-Bas, Tchernov (PSR de Russie) et Trotsky (POSDR-NS). Ce dernier est désigné pour écrire un autre texte.

Le manifeste rédigé par Trotsky omet la condamnation du vote des crédits de guerre et du social-chauvinisme, ainsi que la nécessité de la guerre civile et d'une nouvelle internationale. Le texte ne satisfait pas la fraction internationaliste mais, considérant qu'il s'agit d'un premier pas et de la création d'un cadre qui lui permet d'intervenir et de débattre, elle le ratifie en demandant que son explication de vote figure dans le compte rendu.

> *Le manifeste ne contient pas de caractéristique de l'opportunisme déclaré ou de celui qui se cache derrière des phrases radicales - de cet opportunisme qui non seulement porte la principale responsabilité de la débâcle de l'Internationale, mais qui veut éterniser cette débâcle. Le manifeste ne contient aucune caractéristique claire des moyens de combattre la guerre. Nous continuerons à défendre une attitude marxiste résolue devant les problèmes que l'époque de l'impérialisme pose au prolétariat.* (Jan Berzin, Zett Höglund, Vladimir Lénine, Ture Nerman, Karl Radek, Gregori Zinoviev)

Le 8 septembre, le manifeste est approuvé à l'unanimité. La conférence désigne une Commission socialiste internationale provisoire composée de Balabanova (PSI d'Italie), Grimm (SPS de Suisse), Morgari (PSI) et Naine (SPS) chargée de la coordination et de la publication d'un bulletin.

## La portée de la conférence

> *Le mouvement zimmerwaldien rallia, de tous côtés, ceux qui, socialistes ou non, refusaient d'endosser la guerre et leur offrit un cadre dans lequel ils puissent militer contre elle. Mais il est difficile aussi de se dissimuler que le mouvement zimmerwaldien, pour cette raison même, recouvrait une profonde équivoque. La majorité de ses membres se satisfaisait de leurs objectifs pacifistes ; la minorité prêchait au contraire la guerre révolutionnaire.* (Yves Collart, « La 2e Internationale et la Conférence de Zimmerwald », *Revue suisse d'histoire* n° 15, 1965)

Le lendemain de la conférence, la fraction internationaliste constitue la Gauche du mouvement de Zimmerwald sur la base des projets de Radek. Elle désigne un bureau composé de Lénine, Radek et Zinoviev.

> *Les organisateurs de la Conférence, les représentants de sa majorité, ont dit et disent ne pas vouloir bâtir la 3e Internationale... que la Commission socialiste internationale élue à Zimmerwald n'est pas destinée à remplacer le Bureau socialiste international et doit seulement contribuer à le faire renaître. Mais les événements ont leur propre logique. Nous allons voir ce que diront de la formation d'une CSI les partis sociaux-chauvins officiels. Le cours objectif des choses et le développement de la lutte des tendances ont déjà empêché, malgré le vœu des organisateurs de la conférence, l'union de ceux-ci avec le centre. Le cours même des choses fera de la récente conférence la première pierre de la nouvelle Internationale.* (Gregori Zinoviev, « La première conférence internationale », 11 octobre 1915, *Contre le courant,* Maspero, t. 2, p. 16-17)

Le sort de la révolution russe en 1917 et la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire dans tous les continents en 1919 ont dépendu en partie de ce combat d'idées mené dans un village suisse par une poignée d'internationalistes européens.

20 novembre 2015

## Communiqué du GMI
## après les attentats islamo-fascistes du 13 novembre à Paris

# À bas l'état d'urgence ! À bas l'union nationale !

Dans la nuit du 13 novembre, un commando islamo-fasciste a massacré plus de 125 personnes et en a blessé plus de 350 autres dans les rues de Paris et Saint-Denis.

L'islamisme politique n'est pas une conviction religieuse, c'est un courant politique ultraréactionnaire, propulsé au départ par les services secrets américain, israélien, pakistanais, turc, saoudien, etc., au gré des besoins propres de l'impérialisme et de ceux des puissances régionales qui utilisent ces délinquants fanatisés comme hommes de paille pour s'avancer masqués dans leurs guerres de rapine.

L'islamisme politique, c'est la forme de domination trouvée par la bourgeoisie iranienne pour juguler la révolution de 1978-1979. En Irak et en Syrie, l'EI-Daech détruit toute démocratie, tout mouvement ouvrier, terrorise les minorités nationales et religieuses, comme ses rivaux djihadistes de l'Armée de la conquête en Syrie (Ahar al-Cham, Al-Nosra la filiale d'Al-Qaida).

L'islamisme politique est, comme les partis fascistes et xénophobes, le produit de la décomposition du capitalisme, des manœuvres des différents impérialismes, il s'installe là où l'impérialisme n'a laissé que des ruines, il en vit et il le sert.

Pourtant, il parvient à trouver un écho dans les pays dominés, mais aussi dans les minorités arabes ou musulmanes des pays dominants, en prenant l'apparence fallacieuse de l'anti-impérialisme ou de l'antisionisme. C'est possible car les puissances impérialistes comme la France soutiennent l'État sioniste né de la colonisation de la Palestine, interviennent militairement pour protéger leurs intérêts en Afrique, au Moyen-Orient, soutiennent les régimes dictatoriaux, font et défont les gouvernements selon leurs besoins.

C'est possible car les pays impérialistes sécrètent en leur sein la discrimination contre les minorités ethniques, Noirs et Latinos en Amérique du Nord, Arabes, Noirs, Roms, Turcs, etc. en Europe. C'est possible parce que le PS et le PCF défendent le capitalisme français, son État et sa police et donc désorientent et divisent les travailleurs de France.

Hollande vient de proclamer l'état d'urgence, utilisant l'article 16 de la constitution bonapartiste de la V[e] République, qui interdit toute manifestation, toute réunion, donne des pouvoirs exorbitants à la police. Lui qui vend des armes à toutes les monarchies islamistes du Golfe appelle à « l'union nationale », avec le soutien de Sarkozy qui a livré la Libye aux islamistes.

L'union nationale, que ce soit contre le Kaiser en 1914 ou contre les islamo-fascistes en 2015, transforme toujours le prolétariat et la jeunesse en dupes de la classe dominante.

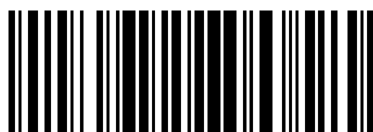
Les attentats des 7 et 9 janvier ont été utilisés pour justifier les bombardements de l'Irak et de la Syrie, les manoeuvres de l'armée dans les villes, l'augmentation du budget des services secrets et de l'armée, une nouvelle loi d'espionnage généralisé de la population. Ceux du 13 novembre seront utilisés de la même manière.

Les travailleurs et les jeunes, quelle que soit leur ethnie, leur religion ou leur absence de religion, doivent s'unir pour défendre les libertés démocratiques. Ils doivent s'unir pour combattre les campagnes xénophobes et islamophobes des groupes fascistes et des partis comme LR ou le FN, combattre la chasse aux réfugiés et aux Roms organisée par le gouvernement PS-PRG. La division des rangs ouvriers selon la nationalité, la religion ou la couleur de peau n'a toujours servi que la bourgeoisie. C'est aussi ce que cherchent à provoquer les islamo-fascistes avec leurs attentats.

Toutes les organisations de la classe ouvrière, partis et syndicats, doivent rompre avec l'union nationale, exiger la levée immédiate de l'état d'urgence et la fin des opérations militaires de l'impérialisme français en Afrique et au Moyen-Orient.

Pour éradiquer l'islamo-fascisme comme le fascisme sous toutes ses formes, il faut rejeter le nationalisme, renouer avec l'internationalisme prolétarien. Il faut que les travailleuses, les travailleurs, les jeunes de tous les pays s'unissent dans une internationale ouvrière qui aura pour but de renverser la bourgeoisie française, les autres bourgeoisies impérialistes (occidentales et russe) et toutes les bourgeoisies du Moyen-Orient (islamistes et autres).

14 novembre 2015


2273-8762

groupemarxiste.info